



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 76.904/2/V
du 4 septembre 2024

sur

un projet d'arrêté du Collège
réuni de la Commission
communautaire commune
'modifiant l'arrêté du Collège
réuni de la Commission
communautaire commune du
5 juin 2008 portant le statut
administratif et pécuniaire des
fonctionnaires et stagiaires des
Services du Collège réuni de la
Commission communautaire
commune de
Bruxelles-Capitale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 76.904/2/V
van 4 september 2024

over

een ontwerp van besluit van het
Verenigd College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie 'tot
wijziging van het besluit van
het Verenigd College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie van
5 juni 2008 houdende het
administratief statuut en de
bezoldigingsregeling van de
ambtenaren en stagiairs van de
Diensten van het Verenigd
College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie van
Brussel-Hoofdstad'

Le 21 juin 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par les Ministres, Membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, en charge des Prestations familiales, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * et prorogé jusqu'au 6 septembre 2024 ‡, sur un projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune 'modifiant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 4 septembre 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur, et Ahmed TIOURIRINE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 septembre 2024.

‡ Par courriel du 28 juin 2024.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

Op 21 juni 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Ministers, Leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor de Gezinsbijslagen, Begroting, Openbaar Ambt en Externe betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd en verlengd tot 6 september 2024[‡] een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ‘tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad’.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 4 september 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur, en Ahmed TIOURIRINE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 september 2024.

[‡] Bij e-mail van 28 juni 2024.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait qu'à la suite des élections du 9 juin 2024, le Collège réuni ne dispose plus, depuis cette date, de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Collège réuni peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

IRRECEVABILITÉ PARTIELLE DE LA DEMANDE D'AVIS

L'annexe à l'arrêté examiné, en tant qu'elle fixe de nouvelles échelles de traitement, ainsi que l'article 192 qui les insère dans l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 'portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale' (ci-après le « statut Vivalis »), n'ont pas de caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' ¹.

La demande d'avis est dès lors irrecevable en ce qu'elle a pour objet ces échelles de traitement.

FORMALITÉ PRÉALABLE

L'arrêté en projet prévoit divers traitements de données à caractère personnel ², notamment l'article 76/1 en projet, inséré par l'article 68 du projet, qui détermine le contenu du

¹ Voir en ce sens l'avis 50.124/2/V donné le 5 septembre 2011 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 octobre 2011 'fixant les échelles de traitement du personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté' et l'avis 74.668/4 donné le 13 novembre 2023 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2023 'modifiant diverses dispositions en vue d'intégrer l'allocation de foyer ou de résidence dans les échelles de traitements'.

² L'article 4, 1), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' définit les « données à caractère personnel » comme « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable ».

dossier d'évaluation ³, et l'article 133/2 en projet, inséré par l'article 113 du projet, qui détermine le contenu du dossier disciplinaire ⁴.

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, il ne ressort pas du dossier communiqué à la section de législation que l'Autorité de protection des données a été consultée préalablement sur l'arrêté en projet.

Il sera veillé à l'accomplissement de la formalité requise.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. En application de l'article 58/1, alinéa 1^{er}, en projet du statut Vivalis,

« le membre du personnel contractuel engagé à durée indéterminée et en service depuis au minimum deux années équivalent temps plein, peut être recruté avec l'accord du Ministre, s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° remplir les conditions visées à l'article 39, 1° ;

2° Avoir réussi l'épreuve d'une sélection comparative de recrutement organisée par le Service public fédéral Stratégie et Appui, du rang de l'emploi à pourvoir, quelle que soit l'entité administrative fédérale, régionale ou communautaire pour laquelle le Service public fédéral Stratégie et Appui est intervenu ;

³ Ce dossier comporte notamment le rapport de l'entretien de fonction, le rapport de chaque entretien de fonctionnement, le rapport d'évaluation et les précédents rapports d'évaluation ainsi que les documents portant sur les constatations et appréciations favorables ou défavorables transmises et discutées lors d'un entretien de fonctionnement.

⁴ Ce dossier comporte notamment la convocation – qui indique notamment les faits reprochés (article 133/1, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, en projet, inséré par l'article 112 du projet) – ainsi que tout document et toute information parvenus à l'administration en rapport avec les faits mis à charge du fonctionnaire poursuivi.

3° s'être vu proposer une rentrée en service concrète dans l'entité administrative pour laquelle [le] Service public fédéral Stratégie et Appui est intervenu ;

4° se situer, à la date de la demande, dans un délai maximum de 3 années depuis [...] la réussite de l'épreuve de sélection organisée par le Service public fédéral Stratégie et Appui ;

5° ne pas avoir fait l'objet d'une mention d'évaluation globale 'avec réserve' ou 'insuffisant' ».

Dans l'avis 75.375/4 donné le 12 février 2024 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2024 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII', la section de législation a observé ce qui suit :

« 3. Dans son avis 64.183/4, la section de législation a observé, à propos d'un mécanisme analogue, ce qui suit :

'La section de législation concluait son avis n° 61.592/4 donné le 10 juillet 2017 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'modifiant l'article 119^{quater} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne', par l'observation suivante :

'Le principe de l'égalité d'accès à la fonction publique constitue un corollaire des articles 10 et 11 de la Constitution ⁵. Il implique que tout poste statutaire vacant doit faire l'objet d'une publicité et être accessible tant aux agents (contractuels ou non) occupés par la fonction publique wallonne qu'à des personnes extérieures à celles-ci ⁶.

Cette observation doit être réitérée à propos de l'article 119^{quinquies}, en projet, du Code de la Fonction publique wallonne, dès lors qu'il ne ressort pas de la disposition en projet que la vacance des postes statutaires concernés auxquels peuvent accéder les agents contractuels visés par le projet a fait l'objet d'une publicité permettant à toute personne remplissant les conditions d'accès à ces emplois d'y postuler.

La circonstance que les obligations de publicité et d'égal accès aux emplois ont été respectées lors de la sélection contractuelle n'est pas de nature à lever l'objection. En effet, un emploi contractuel et un emploi statutaire ne peuvent pas être considérés comme des emplois identiques, des différences notoires existant entre un engagement statutaire et un engagement contractuel, ce que la note au Gouvernement souligne d'ailleurs expressément.

Ainsi :

- les critères retenus, selon qu'il s'agit d'une épreuve en vue d'un engagement statutaire ou contractuel, peuvent différer ;
- l'appel à candidature n'a pas le même périmètre ;
- les compositions de jurys ne sont pas identiques ;

⁵ Note de bas de page n° 1 de l'avis cité : Note de bas de page n° 1 de l'avis cité : Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Voir ainsi C.C., n° 106/2005 du 15 juin 2005, B.5.

⁶ Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Voir en ce sens C.E., 5 février 2013, *Mathieu*, n° 222.384 ; et C.E. 4 février 2010, *Schmetz*, n° 200.492, dont il ressort ce qui suit : « qu'il ne peut être pourvu à un emploi vacant que dans le respect des principes fondamentaux, fondés sur les articles 10 et 11 de la Constitution, qui régissent la collation des emplois publics ».

– Les régimes juridiques de l'emploi statutaire et contractuel diffèrent, de sorte que des candidats peuvent, pour des motifs légitimes, ne pas être intéressés à postuler à une fonction contractuelle mais l'être par contre s'agissant d'un emploi statutaire.

Il s'ensuit que le texte en projet n'est pas admissible au regard des articles 10 et 11 de la Constitution⁷.

Dans un avis 74.366/4, la section de législation a, par ailleurs, observé ce qui suit :

'1. L'arrêté en projet vise à dispenser certains membres du personnel engagés par contrat de travail de tous les modules d'une sélection comparative, à l'exception du dernier module.

Il s'agit des membres du personnel engagés par contrat de travail occupés de manière ininterrompue depuis au moins trois ans à temps plein (cette période de trois ans étant 'prolongée au prorata' en cas de prestations à temps partiel) dans le service public fédéral où se trouve l'emploi vacant et 'dans une fonction dont les compétences sont identiques de la même classe ou du même grade' (article 7^{ter}, alinéas 1^{er}, 2^o et 3^o, et 2, en projet de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 'concernant la sélection et la carrière des agents de l'État').

[...]

3. L'article 25, c), du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui a effet direct, garantit à tout citoyen le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées à l'article 2 et sans restrictions déraisonnables, d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays⁸.

Le principe de l'égalité d'accès à la fonction publique, lequel constitue également un corollaire des articles 10 et 11 de la Constitution⁹, implique notamment que tout poste statutaire vacant doit être accessible, à des conditions non discriminatoires, tant aux agents (contractuels ou non) occupés dans la fonction publique qu'à des personnes extérieures à celles-ci¹⁰.

Le projet crée une différence de traitement entre les membres du personnel contractuels occupés dans la fonction publique et les personnes extérieures à celles-ci. Il crée également une différence de traitement entre les membres du personnel contractuels occupés dans le service public fédéral concerné et ceux occupés dans d'autres services.

Par ailleurs, il a également pour effet de traiter de manière identique les membres du personnel contractuels qui ont réussi une sélection comparative, ceux qui ont réussi un test de sélection et ceux qui n'ont réussi que le premier module d'une sélection comparative.

⁷ Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Avis 64.183/4 donné le 26 septembre 2018 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon « insérant un article 119^{quinq} au sein de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne ».

⁸ Note de bas de page n° 4 de l'avis cité : Note de bas de page n° 5 de l'avis cité : Aux termes de l'article 2, paragraphe 1, du Pacte :

« Les États parties au présent Pacte s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans le présent Pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation ».

⁹ Note de bas de page n° 5 de l'avis cité : Note de bas de page n° 6 de l'avis cité : Voir C.C., 15 juin 2005, n° 106/2005, B.5.

¹⁰ Note de bas de page n° 6 de l'avis cité : Note de bas de page n° 7 de l'avis cité : Voir en ce sens C.E. (8^e ch.), 5 février 2013, n° 222.384, Mathieu ; et C.E. (8^e ch.), 4 février 2010, n° 200.492, Schmetz, dont il ressort « qu'il ne peut être pourvu à un emploi vacant que dans le respect des principes fondamentaux, fondés sur les articles 10 et 11 de la Constitution, qui régissent la collation des emplois publics ».

Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure ainsi que de la nature des principes en cause ; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

En l'espèce, l'auteur du projet doit dès lors être en mesure de justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, toutes les dispositions du projet qui établissent une différence de traitement ou qui traitent de manière égale des situations différentes. À cet égard, les justifications qui figurent dans le rapport au Roi sont insuffisantes.

Le projet sera fondamentalement réexaminé à la lumière de cette observation¹¹.

Une observation analogue doit être réitérée en l'espèce, dès lors que l'article 14/6/1 en projet ne prévoit pas la publicité de la vacance des emplois dans lesquels les agents contractuels peuvent être nommés en application de cette disposition, cette publicité devant permettre à toute personne remplissant les conditions d'accès à cet emploi d'y postuler. Compte tenu de la nature de l'emploi statutaire, il ne suffit pas, contrairement à ce qu'énonce la note au Gouvernement, qu'une mise en concurrence ait été effectuée lors de la sélection contractuelle ».

Interrogé à propos du respect, par l'article 58/1 en projet, du principe d'égal accès aux emplois publics découlant des articles 10 et 11 de la Constitution et de l'article 25, c), du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Le principe de l'égal accès aux emplois publics n'implique pas que ces emplois soient forcément accessibles à des conditions identiques.

La publicité requise sera rencontrée dès lors que cette méthode de recrutement ne peut concerner que des emplois vacants au plan de personnel. Or, l'article 49 § 1^{er} du projet de statut d'Iriscare (une disposition analogue sera insérée concernant Vivalis) :

'Art. 49. § 1^{er}. Chaque offre d'emploi est publiée au moins au *Moniteur belge* et sur le site web de l'Office et précise la date limite de l'introduction des candidatures'.

Par ailleurs, le poste statutaire à pourvoir sera ouvert tant aux collaborateurs contractuels remplissant les conditions réglementaires qu'aux externes. Il n'est en effet nullement mentionné dans la disposition projetée que ce recrutement se ferait en dehors de toute procédure de sélection comparative préalable. Aussi, les externes auront aussi accès aux emplois statutaires pour lesquels un recrutement via la procédure litigieuse est envisagée.

Dès lors, les postes statutaires vacants à pourvoir feront nécessairement l'objet de la publicité et de l'accessibilité nécessaire au respect du prescrit constitutionnel.

[...]

Sur pied des considérations développées au point précédent, la disposition querellée n'est pas contraire à l'article 25, c) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en ce que tout citoyen conserve le droit et la possibilité d'accéder dans des conditions égales aux emplois ouverts à Iriscare et/ou à Vivalis.

¹¹ Avis 74.366/4 donné le 27 septembre 2023 sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'État ».

De plus, la procédure introduite, qui facilite il est vrai l'accès aux emplois statutaires pour les collaborateurs contractuels remplissant les conditions énoncées, ne restreint pas de manière déraisonnable ce droit en ce que tout citoyen pourra participer aux sélections organisées pour pourvoir à ces postes, selon des conditions génériques de participation. Les conditions dérogatoires posées permettront en effet uniquement à certains collaborateurs de bénéficier d'une procédure simplifiée, dont l'existence est justifiée par le fait que les performances de ces collaborateurs ont déjà été évaluées, vu qu'ils ont déjà réussi un examen de recrutement statutaire, et ne nécessitent donc plus une analyse spécifique, comme l'induit une procédure de sélection comparative classique à part l'interview les mettant en concurrence avec des lauréats externes de nos réserves ».

Contrairement à ce qu'indiquent ces éléments de réponse, il ne ressort pas de la disposition en projet que la vacance des postes statutaires concernés auxquels peuvent accéder les agents contractuels visés par le projet a fait l'objet d'une publicité permettant à toute personne remplissant les conditions d'accès à ces emplois d'y postuler, ni qu'une sélection comparative aura lieu entre ces deux catégories de « postulants ».

À défaut de prévoir de telles garanties, le projet crée une différence de traitement entre les membres du personnel contractuel occupés dans la fonction publique et les personnes extérieures à celle-ci. Il crée également une différence de traitement entre les membres du personnel contractuel en service au sein de Vivalis et ceux occupés dans d'autres services.

En l'espèce, l'auteur du projet doit dès lors être en mesure de justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, cette différence de traitement, telle qu'elle résulte de l'article 58/1 ainsi que, le cas échéant, d'autres dispositions du projet. À cet égard, à défaut de rapport aux membres du Collège réuni, ces justifications ne sont pas produites.

Le projet sera fondamentalement réexaminé à la lumière de cette observation.

2. Interrogé à propos de ce qui distingue, à l'issue d'une procédure d'évaluation, une mention « insuffisant » d'une mention « avec réserve », hormis le fait que dans le cas d'une mention « avec réserve », le cycle d'évaluation qui suit est réduit à un an de prestations effectives (article 79, § 2, en projet) – pour six mois en cas de mention « insuffisant » –, compte tenu de ce que dans les deux cas, ces évaluations « insuffisant » ou « avec réserve » peuvent déboucher sur la déclaration d'inaptitude et le licenciement (article 81/1 en projet) ou encore sur une réduction de la période prise en compte pour le calcul de l'ancienneté de grade (article 81 en projet), le délégué des Membres du Collège réuni a précisé ce qui suit :

« Pratiquement la mention 'avec réserve' sera attribuée à un collaborateur n'atteignant pas certains objectifs fixés tandis que la mention 'insuffisant' sera attribuée si les objectifs fixés sont globalement non-atteints.

Il s'agit donc d'une gradation dans les lacunes constatées, même si les conséquences sont assez similaires.

La seule différence substantielle entre ces 2 mentions réside dans la période d'évaluation : elle sera de 6 mois en cas de mention 'insuffisant' et d'un an en cas de mention 'avec réserve'.

[...]

Il existe un traitement identique mais justifié par les lacunes plus ou moins importantes constatées dans le chef du collaborateur concerné.

Ces dernières, bien que d'intensités différentes, justifient de mettre fin à la relation de travail statutaire du collaborateur concerné en ce que ce dernier n'a pas réussi à répondre, et ce durablement, aux attentes formées dans son chef ».

Interrogé par ailleurs à propos des motifs justifiant qu'un fonctionnaire ayant reçu deux mentions « avec réserve » séparées par une mention « favorable » soit traité de la même manière qu'un fonctionnaire ayant reçu deux mentions « insuffisant », le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Ce traitement se justifie par les prestations globalement peu convaincantes fournies par le collaborateur concerné. Il a en effet disposé de suffisamment de temps pour corriger le tir (5 ans au total) durablement comparativement à des mentions 'insuffisant' consécutives (2 ans et demi au total), sans pour autant corriger le tir ».

Il apparaît toutefois que la situation d'un fonctionnaire faisant l'objet d'une évaluation « avec réserve » n'est pas identique à celle d'un fonctionnaire qui fait l'objet d'une mention « insuffisant » dès lors que, comme l'indique le délégué des Membres du Collège réuni, dans le premier cas, le fonctionnaire n'atteint pas certains objectifs fixés alors que, dans le second cas, les objectifs fixés sont globalement non atteints. Il ne peut dès lors être réservé de suites identiques à ces situations différentes, en ce qui concerne la sanction pouvant être appliquée dans ces deux hypothèses d'évaluation, à savoir la possibilité de licenciement du fonctionnaire évalué de la sorte, que moyennant une justification adéquate. Ceci est aussi vrai pour un fonctionnaire dont les deux mentions « avec réserve » sont séparées par une mention « favorable ».

L'auteur du projet doit dès lors être en mesure de justifier, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, que les mêmes conséquences, mis à part pour ce qui concerne la durée du cycle d'évaluation qui suit cette mention « insuffisant » ou « avec réserve », soient attachées à des situations qui ne sont pas identiques.

À défaut, l'article 68 du projet sera revu.

3. Dans la version française du projet, le sigle « GRH », défini par l'article 2, § 1^{er}, 9^o, du statut Vivalis comme « le service au sein des Services du Collège réuni qui assure la gestion du personnel », est alternativement précédé d'un déterminant masculin ou féminin. Cette situation peut générer une confusion dans la portée de certaines dispositions en projet lorsqu'il est ensuite fait référence au service en charge de la gestion des ressources humaines par un pronom ¹².

¹² Voir, à titre d'exemple, l'article 101 du projet et l'observation particulière y relative.

4. Ainsi que l'indique le délégué des Membres du Collège réuni, la volonté de l'auteur du projet étant d'organiser des régimes statutaires similaires pour les agents de Vivalis d'une part, et les agents d'Iriscare d'autre part, il convient de prévoir dans le statut Vivalis une disposition similaire à l'article 312 en projet de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales de la Commission communautaire commune de Bruxelles Capitale' (ci-après le « statut Iriscare »), inséré par l'article 218/1 du projet sur lequel la section de législation a donné, ce jour, l'avis 76.906/2/V¹³.

La même observation vaut pour l'article 77/1, § 1^{er}, en projet, qui sera complété par une disposition permettant la prolongation du délai de trente jours visé à l'alinéa 2 de cette disposition, à l'instar de ce que prévoit l'article 99/1, § 1^{er}, alinéa 3, en projet du statut Iriscare.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Il convient de viser au préambule l'ensemble des textes abrogés en vertu de l'article 206 du projet.
2. Les alinéas 4 à 7 seront complétés par la date à laquelle les formalités qui y sont respectivement visées ont été accomplies.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Aux 1^o à 10^o, dès lors que l'article 2, § 1^{er}, du statut Vivalis ne contient qu'un seul alinéa, la mention « alinéa 1, » sera chaque fois omise.
2. À l'article 2, § 1^{er}, 12^o, alinéa 4, en projet, la référence à l'article 9, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 mars 2001 'fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966' sera revue, cette disposition, telle que remplacée par l'article 6 de l'arrêté royal du 12 juillet 2009 'portant modification de l'arrêté royal du 8 mars 2001, fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966', ayant été

¹³ Projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune « modifiant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale ».

annulée par l'arrêt de la section du contentieux administratif du Conseil d'État n° 217.481 du 24 janvier 2012 ¹⁴.

3. Dans la version française de l'article 2, § 1^{er}, 14°, en projet, les mots « le membre du personnel » seront remplacés par les mots « l'agent » et la suite du dispositif en projet sera réexaminée et, le cas échéant, revue en conséquence.

Article 5/1

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire « Dans l'intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre I^{er} du livre II (...) ».

La même observation vaut, *mutatis mutandis*, pour les articles 14 et 16/1 du projet.

Article 7

Les mots « les modifications suivantes sont apportées : 1° » seront omis et le signe de ponctuation « ; » sera remplacé par le mot « et ».

Article 10

L'arrêté en projet sera complété afin de préciser la manière dont seront évaluées les connaissances linguistiques des avocats, et ce, de manière conforme à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle dont il ressort qu'il convient, en la matière, que les exigences imposées « n'aillent pas au-delà de ce qui peut être considéré comme nécessaire pour l'accomplissement raisonnable des tâches concernées » ¹⁵.

Article 11

1. De l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, à l'article 18/1 en projet, il sera précisé que le ministre détermine également l'indemnité accordée au vice-président de la chambre de recours lorsque celui-ci siège.

2. L'octroi d'une indemnité au profit du président et du vice-président de la chambre de recours devant se faire par l'adoption d'un arrêté des membres du Collège réuni, il va de soi que cet arrêté devra être publié au *Moniteur belge*.

La même observation vaut pour l'article 36 du projet.

¹⁴ C.E. (8^e ch.), 24 janvier 2012, n° 217.481, commune de Schaerbeek.

¹⁵ C.C., 12 mars 2015, n° 28/2015, B.8.2, cité entre autres par l'avis 61.851/VR/V donné le 30 août 2017 sur un avant-projet devenu l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 21 mars 2018 'relative à l'organisation du transport médico-sanitaire', *Doc. parl.*, Ass. réun. C.C.C., 2017-2018, n° B-105/1, pp. 18-28.

Article 12

1. L'attribution d'une compétence réglementaire à des autorités autres que le Gouvernement ou un ministre est difficilement compatible avec les principes généraux du droit public belge, en ce qu'elle porte atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et dès lors que les autorités ainsi investies d'un pouvoir réglementaire échappent à tout contrôle parlementaire direct. Les actes réglementaires de ce type sont, en outre, dépourvus des garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de contrôle préventif exercé par la section de législation et de publication ¹⁶.

L'habilitation octroyée à la chambre de recours lui permettant d'adopter son règlement d'ordre intérieur devra dès lors se limiter à permettre à cette dernière de régler des éléments accessoires ou de détail sans qu'il ne puisse s'agir, notamment, d'imposer des conditions de recevabilité supplémentaires à sa saisine ne figurant pas dans le statut Vivalis en projet.

2. À l'article 19, § 2, en projet, il sera précisé que le fonctionnaire ou stagiaire concerné est tenu de comparaître en personne afin d'être entendu pour faire valoir ses moyens de défense.

3. Le délégué des Membres du Collège réuni a confirmé que la disposition en projet impliquait que le fonctionnaire ou le stagiaire ayant obtenu un report de son audition ne peut pas en solliciter un second, quels que soient les motifs invoqués pour justifier ce second report. Le délégué précise en effet :

« Gezien de noodzaak een evenwicht te bewaren tussen de organisatie van de raad, de belangen van de diensten en deze van het personeelslid is slechts één uitstel mogelijk. Er moet echter worden toegevoegd dat voorafgaand aan de zitting eveneens een schriftelijke procedure wordt gevoerd, met memories en memories van wederantwoord. Le collaborateur concerné aura donc l'occasion de défendre son point de vue et de présenter ses arguments (par écrit à minima) ».

L'auteur du projet veillera à prévoir expressément la possibilité de recourir à une telle procédure écrite, le texte en projet ne l'envisageant pas. L'attention de l'auteur du projet est également attirée sur le fait qu'une telle procédure ne pourrait être envisagée que si le fonctionnaire ou le stagiaire est en mesure de se défendre par écrit, en personne ou par l'entremise d'un représentant.

Cette observation vaut *mutatis mutandis* pour les articles 133/1 à 133/3 en projet.

Article 13

Dans la version française de l'article 20, alinéa 1^{er}, en projet, le renvoi aux cas visés « à l'article 66/9, § 3 troisième alinéa » sera revu, l'article 66/9, § 3, en projet ne comportant pas d'alinéa 3.

¹⁶ Avis 70.757/4 donné le 19 janvier 2022 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2022 'visant à octroyer aux milieux d'accueil de l'enfance un subside de renforcement en vue de garantir leur accessibilité et portant diverses dispositions en faveur de la qualité de l'accueil'.

Article 16

À l'article 21/1, alinéa 1^{er}, en projet, il y a lieu d'écrire « Dans le cas d'un recours prévu à l'article 96/1, alinéa 7, le fonctionnaire chargé de la supervision (la suite comme au projet) ».

Article 18

Article 22/1 en projet

1. De l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, s'agissant de déterminer qui est « Cette personne » qui ne peut pas assister aux délibérations, le paragraphe 1^{er} sera complété de manière à prévoir qu'il vise tant « la personne visée à l'article 133 » que « la personne de son choix » qui l'assiste.

2. Du même accord, le paragraphe 2 sera complété de manière à prévoir que si la personne visée à l'article 152, § 1^{er}, est « le ministre », celui-ci peut se faire représenter, étant entendu que cela doit se faire dans le respect des principes qui régissent cette représentation.

Article 22/2 en projet

1. Interrogé sur la portée de l'article 22/2 en projet, le délégué des Membres du Collège réuni a précisé que le requérant avait le droit de demander la récusation d'un assesseur, la décision étant prise par le président de la chambre de recours sur la base des motifs invoqués à l'appui de la demande.

La disposition, dont la première phrase énonce que « [l]e requérant a le droit de récuser un ou plusieurs assesseurs », sera revue pour exprimer plus clairement l'intention poursuivie.

Compte tenu de cette intention, la règle selon laquelle le droit du requérant ne peut conduire à réduire le nombre d'assesseurs à moins de quatre, n'est admissible que dans la mesure où elle n'implique pas le maintien en fonction d'un assesseur pour lequel il existerait un motif valable de récusation.

2. Comme le précise le délégué des Membres du Collège réuni, les assesseurs récusés sont en principe remplacés par un suppléant. Cette précision sera ajoutée dans l'arrêté en projet.

Article 22/3 en projet

Ainsi que l'indique le délégué des Membres du Collège réuni, dans la version française, les mots « ne peut être supérieure à celle proposée » seront remplacés par les mots « ne peut pas être plus lourde que celle proposée ».

Article 23

Les versions linguistiques du 1^o seront interverties.

Article 27

À l'article 36/1, § 1^{er}, en projet, il ne convient pas de rappeler que la décision de retrait de l'autorisation « doit être motivée », cette obligation résultant déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'; partant, la deuxième phrase du paragraphe 1^{er} sera omise.

La même observation vaut pour l'article 77 du projet, en ce qu'il prévoit une obligation de motivation circonstanciée à l'article 92, alinéa 2, en projet, pour l'article 92 du projet, en ce qu'il prévoit une décision motivée de la GRH à l'article 103, alinéa 2, en projet, et pour l'article 102 du projet, qui prévoit une décision motivée de la GRH à l'article 116/1, § 4, alinéa 3, en projet.

Article 28

À l'article 28, 5^o, les mots « et/ou » seront remplacés par le mot « ou ».

Article 35

1.1. L'article 35 du projet vise à remplacer l'article 44 du statut Vivalis, de sorte que les dispositions réglementaires de l'article 44 actuellement en vigueur, relatives à la composition de la commission de sélection, seront abrogées. L'article 44, § 2, alinéa 2, 2., en projet prévoit que le règlement de sélection régit le cas échéant « [l]a composition de la commission de sélection ».

1.2. Le délégué des Membres du Collège réuni confirme que ce règlement de sélection sera « établi par le service RH, avec le consentement du fonctionnaire dirigeant (dans le futur : le directeur général) de l'institution ». Ceci sera précisé à l'article 44, § 2, en projet.

1.3. À la question de savoir si ces modifications signifient que des dispositions à caractère réglementaire, soit celles relatives à la commission de sélection, seront, le cas échéant, déterminées par un règlement de sélection établi par la GRH, le même délégué a indiqué ce qui suit :

« De modaliteiten van de selectieprocedure, waaronder de selectiecommissie, worden geregeld via het selectiereglement, dat wordt opgesteld door de Dienst HR. Het doel is om het selectiereglement dit verder te laten regelen, om rigiditeit te beperken. Uiteraard zal de opstelling van het selectiereglement binnen de grenzen van de algemene rechtsbeginselen en de beginselen van behoorlijk bestuur plaatsvinden, zodat de gelijke toegang tot het openbaar ambt wordt gegarandeerd ».

Dès lors que les règles relatives à la composition de la commission de sélection sont, à l'instar de celles relatives à la composition de la commission d'évaluation ou de la chambre de recours, des dispositions à caractère réglementaire, il appartient au Collège réuni ou au membre du Collège habilité en ce sens de les déterminer. C'est, du reste, ce que prévoit l'article 23/1 du statut Vivalis, dont l'alinéa 6 énonce :

« Le Collège réuni, sur la proposition du Ministre, établit le règlement d'ordre intérieur des commissions de sélection [...] ».

Partant, à l'article 44, § 2, alinéa 2, en projet, le 2. sera omis.

2. L'article 44, § 2, en projet sera complété par une disposition prévoyant la publication du règlement de sélection concomitante à la publication de l'offre d'emploi.

Article 36

De l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, à l'article 45, § 1^{er}, en projet, il y a lieu d'écrire « Une allocation est accordée (...) ».

Article 46/1

Compte tenu de l'ajout d'un septième organisme d'agrément à l'article 60 du statut Vivalis, dans la phrase introductive de cet article, le mot « six » sera remplacé par le mot « sept ».

Article 47

Compte tenu de ce qu'en vertu de l'article 60, 7^o, en projet, Actiris est renseigné comme étant un organisme d'agrément, à l'article 60/2, alinéa 1^{er}, du statut Vivalis, les mots « à Actiris, » seront omis.

Article 48

Au 2^o, les mots « alinéa 1, » seront omis.

Article 50

L'article 63 en projet emporte que le fonctionnaire recruté sera « affecté à une direction » et non plus « à l'emploi pour lequel il a été appelé en service ».

L'auteur du projet doit pouvoir justifier qu'un lauréat soit affecté à « une direction » lorsque la procédure de recrutement a été organisée pour un emploi spécifique.

Articles 51 et 101

Le remplacement envisagé de l'article 64 du statut Vivalis par l'article 51 du projet implique qu'une modification de l'affectation « à la demande du stagiaire » ne sera plus prévue.

Interrogé à propos de la suppression de cette possibilité de changement d'affectation, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« De reden voor deze wijziging is om een gelijkaardige regeling te hebben als voorzien in artikel 115 (artikel 149 voor Iriscare) zodat wijzigingen van dienstaanwijzing altijd in het belang van de dienst is. La possibilité de prévoir une réaffectation à la demande du fonctionnaire étant supprimée, il est nécessaire d'adapter son équivalent pour les stagiaires (articles 64 pour Vivalis et 74 pour Iriscare) afin d'éviter d'instaurer une différence de traitement difficilement justifiable entre fonctionnaires statutaires et stagiaires statutaires ».

L'article 116 du statut Vivalis, tel que modifié par l'article 101 du projet, ne prévoit en effet plus la mutation volontaire d'un fonctionnaire sans appel interne. Sur la justification de la suppression de cette possibilité, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Dit is het doel. Het zal niet langer mogelijk zijn om proactief om een overplaatsing te verzoeken. Dit kwam al niet vaak voor binnen de huidige bepalingen en heeft bovendien een impact op organisatorisch vlak. Daarenboven leidt dit tot een ongelijkheid tussen personeelsleden. Indien de overplaatsing via een interne oproep plaatsvindt, heeft elk personeelslid dat voldoet aan de voorwaarden een gelijke kans om overgeplaatst te worden ».

Il est pris acte de l'abrogation de cette possibilité de réaffectation à la demande du stagiaire et du fonctionnaire.

Article 59

Le délégué des Membres du Collège réuni a confirmé que, en l'absence de l'accompagnateur de stage, l'accompagnateur de stage remplaçant dispose, conformément à l'article 65, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, de l'ensemble des attributions de l'accompagnateur de stage. Il n'en demeure pas moins que l'article 66/6, § 2, alinéa 2, en projet impose à l'accompagnateur de stage absent de rédiger, à son retour, un rapport relatif à la période qu'il a pu superviser. Il sera veillé à assurer la cohérence entre l'article 65, § 1^{er}, alinéa 3, en projet et l'article 66/6, § 2, alinéa 2, en projet et à ne pas retarder indument la fin du stage dans l'attente du retour du superviseur de stage absent devant procéder à la rédaction du rapport visé à l'article 66/6, § 2, alinéa 2, en projet.

Article 67

L'auteur du projet s'assura de l'articulation entre, d'une part, l'article 71/1, 3°, en projet, selon lequel la GRH est tenu d'établir le plan de formation et, d'autre part, l'article 72, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, selon lequel le plan de formation est approuvé par le conseil de direction sur proposition du directeur général.

Article 68

1. Dans la version française de la phrase liminaire, le mot « le » sera inséré avant le mot « Livre » et avant le mot « Chapitre ». Le dispositif inséré par l'article 68 sera en outre conclu par des guillemets.

2. L'article 76, § 6, 3°, en projet sera complété par le mot « évalué ».

3. Interrogé sur la portée et l'objectif de l'article 78, § 3, alinéa 1^{er}, en projet, qui prévoit la possibilité de souligner l'évaluation « excellente » d'un fonctionnaire, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Le but de cette mention est de souligner les mérites de certains collaborateurs, au terme d'une procédure officielle et spécifique d'attribution de mention d'évaluation. Cet objectif ne serait pas atteint de manière convaincante en suivant la suggestion des syndicats (mettre des commentaires très positifs dans l'évaluations) en ce que cette appréciation reste cantonnée à l'évaluateur, quand la procédure proposée permet de l'officialiser par le Conseil de direction.

Il n'y a donc pas d'alternative crédible à la possibilité instaurée.

Cette concurrence entre agents n'est pas malsaine car il est légitime de mettre en avant, notamment pour les promotions, les collaborateurs qui n'ont pas démérités et dont les prestations de qualité méritent d'être mises en avant.

La portée et l'objectif de cette disposition sont donc principalement symboliques mais seront pris en considération à l'occasion de procédures de promotion, d'ouvertures de postes, ... ».

Il découle de cette réponse que des conséquences en termes de promotion ou d'ouverture de postes pourront exister à l'égard de deux fonctionnaires ayant obtenu une mention d'évaluation « favorable », dans l'hypothèse où l'un des deux se voit ajouter la mention « excellent ». Il en est pris acte.

4. À l'article 80, alinéa 1^{er}, en projet, l'auteur du projet vérifiera la référence à l'article 78, § 2, alinéa 3, du statut, lequel ne prévoit pas de délai.

Article 71

À l'article 83/2, § 3, alinéa 1^{er}, en projet, les mots « cette mention » seront remplacés par les mots « la mention 'défavorable' ».

Article 75

Il va de soi que, pour apprécier si le délai visé à l'article 90, alinéa 3, en projet a été respecté, l'expression « portent leur candidature à la connaissance du directeur général » ne peut se comprendre, dans l'hypothèse d'un envoi postal, que comme visant le moment du dépôt du pli par le fonctionnaire et non de sa réception par le directeur général.

Article 79

Interrogé à propos de la notion d'« administrateur de la procédure » dont question à l'article 94, § 4, alinéa 1^{er}, en projet, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Cette notion a été insérée afin de couvrir toutes les entités et autorités pouvant intervenir en tant que responsable de la procédure, sans détailler spécifiquement qui est concerné. Idem pour Iriscare sur pied de l'article 119 du statut en projet ».

Par sécurité juridique, il convient de définir cette notion d'« administrateur de la procédure ».

Article 80

1. Dans la version française de l'article 95, § 2, alinéa 2, en projet, dans une logique de cohérence avec le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui prévoit qu'il y a « trois groupes » d'épreuves, il y a lieu d'écrire « (...) peuvent participer au deuxième groupe d'épreuves ».

Une observation analogue vaut pour l'article 95, § 5, en projet, où il sera fait mention « (...) des épreuves du troisième groupe (...) ».

2. À l'article 95, § 3, alinéa 3, en projet, il y a lieu d'écrire « ou à l'Office ».

3. Afin de correspondre à la version néerlandaise, dans la version française de l'article 95, § 3, alinéa 4, en projet, le mot « deuxième » sera remplacé par le mot « première » et le mot « troisième » sera remplacé par le mot « deuxième ».

Article 91

1. Au 4°, dans la version française, il y a lieu d'écrire « (...) et 101/1/3 ».

2. Le deuxième 4° sera renuméroté 5° et le 5° deviendra 6°.

Article 94

Interrogé quant à la conformité avec la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 ‘concernant l’équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil’, de l’exclusion du bénéfice du congé d’aidant au profit des mandataires, le délégué des Membres du Collège réuni a justifié cette exclusion eu égard d’une part, aux responsabilités importantes des mandataires et, d’autre part, au faible nombre de mandataires.

Il y a lieu de réitérer l’observation formulée par la section de législation selon laquelle ¹⁷ :

« La directive (UE) 2019/1158 définit, en son article 2, son champ d’application comme suit :

‘La présente directive s’applique à tous les travailleurs, hommes et femmes, qui ont un contrat de travail ou une relation de travail au sens de la législation, des conventions collectives ou de la pratique en vigueur dans chaque État membre, en tenant compte de la jurisprudence de la Cour de justice’.

Dès lors que la directive (UE) 2019/1158 s’applique à toute forme de relation de travail et que la notion de ‘travailleur’ doit être interprétée dans le respect des critères permettant de déterminer le statut de travailleur au sens de la jurisprudence de la Cour de justice de l’Union européenne ¹⁸, il n’apparaît pas que les stagiaires et les mandataires puissent être exclus de manière générale et à priori du champ d’application du dispositif en projet ¹⁹ ».

Article 95

1. L’article 108, § 2, alinéa 2, en projet, vise une hypothèse applicable uniquement « pour les mandataires fonctionnaires », ce qui laisse entendre que d’autres règles sont applicables

¹⁷ Avis 76.293/4 donné le 3 juin 2024 sur un projet devenu l’arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 4 juillet 2024 transposant partiellement la Directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l’équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil, et réglementant certains autres aspects relatifs aux congés’.

¹⁸ *Note de bas de page n° 1 de l’avis cité* : Voir le considérant n° 8 de la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 ‘relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l’Union européenne’, qui définit son champ d’application de manière analogue, et les arrêts cités. Voir aussi le considérant n° 17 de la directive (UE) 2019/1158 qui énonce que « [l]a présente directive s’applique à tous les travailleurs qui ont des contrats de travail ou d’autres relations de travail, y compris les contrats de travail ou relations de travail des travailleurs à temps partiel, des travailleurs à durée déterminée ou des personnes ayant un contrat de travail ou une relation de travail avec une entreprise de travail intérimaire, ainsi que le prévoyait la directive 2010/18/UE. Compte tenu de la jurisprudence de la Cour de justice de l’Union européenne (ci-après dénommée ‘Cour de justice’) concernant les critères permettant de déterminer le statut de travailleur, il revient aux États membres de définir les contrats de travail et les relations de travail ».

¹⁹ *Note de bas de page n° 2 de l’avis cité* : Voir à ce propos l’avis 74.358/2 donné le 20 septembre 2023 sur un projet devenu l’arrêté royal du 14 décembre 2023 ‘modifiant le PJPol et transposant partiellement la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l’équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil’ dans lequel il a été admis que les aspirants-agents de police ne constituent pas de travailleurs au sens de la directive (UE) 2019/1158, dès lors qu’ils suivent une formation et se trouvent dans un régime scolaire spécifique.

aux mandataires « non-fonctionnaires ». Interrogé à propos de cette distinction, le délégué des Membres du Collège réuni a précisé ce qui suit :

« De administratieve toestand van een tijdelijk statuut betreft de situatie nadat het mandaat wordt toegewezen terwijl het verschil tussen de mandaathouders-ambtenaren en niet-ambtenaren de situatie voorafgaand aan het mandaat betreft, betreffende onder andere de arbeidsovereenkomstenwet van 3 juli 1978 ».

Compte tenu de ce qu'en vertu de l'article 104, alinéa 6, en projet, « le mandat s'exerce dans le cadre d'une relation statutaire temporaire », la section de législation n'aperçoit pas pour quelle raison l'alinéa 2 ne pourrait pas s'appliquer à tous les mandataires.

La disposition sera revue.

2. La fin anticipée du mandat en cas de suspension préventive de plus de six mois est de nature à faire coïncider, du point de vue de ses conséquences, une suspension préventive – justifiée uniquement par l'intérêt du service sans que la responsabilité de l'agent qui la subit ne soit démontrée – avec la sanction disciplinaire de la démission d'office. La seule circonstance invoquée par le délégué des Membres du Collège réuni, selon laquelle le mandat est temporaire et que l'absence d'une règle de fin anticipée du mandat serait de nature à perturber le bon fonctionnement du service, n'est pas suffisante pour justifier une telle conséquence à la suite d'une suspension préventive. La section de législation n'aperçoit pas de motif pouvant justifier une démission d'office automatique au terme d'une suspension préventive.

3. L'observation qui précède est réitérée en ce qui concerne l'hypothèse d'une fin anticipée de mandat en cas de maladie de longue durée prévue à l'article 108, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, en projet.

Article 101

1. Dans la version française de l'article 116, § 3, alinéa 3, en projet, il y a lieu d'écrire « Le directeur du service concerné ou son délégué, assisté de la GRH, (...) ».

2. De l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, le 6° remplace les alinéas 3 et 4 de l'article 116, § 3, du statut Vivalis et non ses alinéas 2 et 3.

3. Dans la version française de l'article 116, § 3, alinéa 2 (lire 3), en projet, il y a lieu d'écrire « elle compare le profil ».

4. Le 7° tend à remplacer l'article 116, § 4, alinéa 4, du statut Vivalis afin de prévoir l'obligation d'entendre le fonctionnaire préalablement à la décision de mutation. Or, cette obligation résulte déjà de l'article 116, § 4, alinéa 3, du même statut.

Partant, selon l'intention de l'auteur du projet, soit le 7° sera omis, soit le projet sera complété afin d'abroger l'article 116, § 4, alinéa 4, du statut Vivalis.

Article 102

À l'article 116/1, § 4, alinéa 1^{er}, en projet, de l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, il conviendra de supprimer, dans la version française, le mot « conformément ».

Article 107

1. Compte tenu de l'abrogation de l'article 126/1 du statut Vivalis par l'article 107 du projet, le délégué des membres du Collège réuni a répondu comme suit à la question de savoir quelles sont les règles applicables en matière de pension lorsqu'un fonctionnaire fait l'objet d'une démission d'office ou d'une révocation :

« De zwaarste tuchtsanctie leidt automatisch tot het verlies van de pensioenrechten, ongeacht wat bepaald wordt in het statuut ».

Ces conséquences ne ressortant pas des dispositions en projet du statut Vivalis, il conviendra de les y prévoir expressément.

2. De manière générale, la suppression de la définition des sanctions de la démission d'office et de la révocation est de nature à mettre à mal la sécurité juridique. Il sera veillé à définir ces sanctions et leurs conséquences.

Article 108

1. L'article 128, § 1^{er}, alinéa 3, en projet prévoit qu'en cas de procédure pénale, la procédure disciplinaire ne peut être intentée au-delà des six mois qui suivent le moment où l'organe compétent pour initier la procédure « a une idée suffisamment claire de la nécessité d'engager une procédure disciplinaire », et qu'il appartient « à cet organe de s'informer de l'état de la procédure pénale ».

Afin d'objectiver la date à partir de laquelle court le délai de prescription de la procédure disciplinaire menée parallèlement à une procédure pénale, il conviendrait de remplacer les mots « a une idée suffisamment claire de » par « dispose des informations suffisantes lui permettant d'apprécier »²⁰.

²⁰ Comparer avec C.E. (8^e ch.), 4 juin 2021, n° 250.795, Deldicq et Van den Eynde : l'autorité disciplinaire « doit demeurer attentive au respect du principe du délai raisonnable, qui est un corollaire du principe de sécurité juridique et qui impose de ne pas laisser l'agent, menacé d'une action disciplinaire, trop longtemps dans l'incertitude sur son sort. Elle ne peut tenir l'action disciplinaire en suspens si les moyens d'investigation dont elle dispose ou les informations qu'elle peut recevoir avant l'issue de la procédure pénale lui permettent d'apprécier les faits qui sont reprochés à l'agent [...]. Pour apprécier le moment où les informations dont elle dispose sont suffisantes pour engager une procédure disciplinaire et établir un rapport introductif à cette fin, c'est-à-dire le moment où elle peut se faire une idée claire de l'existence et de la gravité des faits et de leur imputation au membre du personnel des services de police, l'autorité disciplinaire dispose d'un large pouvoir d'appréciation. À cet égard, le Conseil d'État exerce donc un contrôle marginal et se limite à vérifier si l'autorité disciplinaire est partie de faits exacts, si elle les a appréciés correctement et si elle a pris sa décision dans les limites du raisonnable ». Voir aussi C.E. (14^e ch.), 26 juin 2019, n° 244.962, Vaes.

2. Dans la version française, de l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, les mots « au premier paragraphe » seront remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er} ».

Article 112

1. Selon l'article 133/1, § 2, alinéa 2, en projet, le fonctionnaire poursuivi ne peut pas être assisté d'une personne appelée à exprimer un avis sur les faits reprochés.

Il va de soi que la notion de « toute personne appelée à exprimer un avis » doit s'interpréter de manière restrictive, de manière à ne pas porter atteinte au droit du fonctionnaire poursuivi à être assisté d'une personne de son choix.

La même observation vaut pour l'article 120 du projet (article 153, alinéa 2, en projet).

2. La règle prévue à l'article 133/1, § 4, en projet n'apparaît pas cohérente avec l'article 133/3, § 2, en projet, qui prévoit que la personne visée à l'article 133 notifie la sanction disciplinaire « après avoir analysé le dossier disciplinaire lorsque le fonctionnaire poursuivi a sans raison valable manqué de comparaître ».

De l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, ces dispositions seront adaptées de manière à les rendre cohérentes l'une par rapport à l'autre.

Article 114

À l'article 133/3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, il y a lieu d'écrire « et procède à toute autre mesure d'instruction ».

Article 120

1. À l'article 153, alinéa 1^{er}, en projet, la formulation « La convocation énonce ces faits » sera revue dans la mesure où il n'est pas précisé à quels faits il est fait référence. S'il s'agit des faits reprochés au fonctionnaire concerné, la première phase de l'article 153, alinéa 1^{er}, en projet sera complétée par les mots « et sur les faits qui lui sont reprochés ».

2. À l'article 153, alinéa 2, en projet, les mots « à l'exception de la personne visée à l'article 152, § 2 » seront remplacés par les mots « à l'exception d'un membre du conseil de direction ».

3. À l'article 153, alinéa 4, en projet, les mots « après la tenue d'une audience comme prévu ci-dessus » seront remplacés par les mots « après la tenue d'une audition au sens de l'alinéa 1^{er} ».

4. Sur la nécessité de prévoir une durée limitée à la suspension provisoire envisagée à l'article 153, alinéa 4, en projet, compte tenu de l'absence d'audition du fonctionnaire concerné, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Het doel is om deze hoorzitting zo snel mogelijk te houden waarbij de ambtenaar zoals voorzien in artikel 153 minstens 5 dagen voor de hoorzitting wordt opgeroepen en waarbij de ambtenaar toegang heeft tot de verschillende stukken van het dossier ».

L'intention de l'auteur du projet de tenir une audience le plus rapidement possible gagnerait à être concrétisée de manière expresse dans l'article 153 en projet.

Article 121

Un délai maximal de notification de la décision de suspension préventive, lorsque celle-ci est prononcée en urgence conformément à l'article 153, alinéa 4, en projet, sera prévu.

Article 123

Dans la version française, les mots « de l'arrangement à l'amiable » seront remplacés par les mots « de la transaction pénale ». Dans la version néerlandaise, les mots « in strafzaken » seront ajoutés après les mots « minnelijke schikking ».

Article 127

1. De l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, l'article 159 en projet sera complété par la règle prévue à l'article 158, alinéa 2, du statut Vivalis selon laquelle, en cas de retenue de traitement infligée, « [l]e montant du traitement retenu pendant la suspension dans l'intérêt de service, est déduit du montant de la perte de traitement liée à la sanction entraînant une retenue de traitement. Si le montant du traitement retenu est plus important que le montant de la perte de traitement liée à la sanction entraînant une retenue de traitement, l'autorité rembourse la différence au fonctionnaire ».

2. Du même accord, il y a lieu de prévoir, à l'article 159 en projet, un effet rétroactif à la retenue de traitement disciplinaire, à l'instar de ce qui est prévu à l'article 159, § 1^{er}, en projet pour la suspension disciplinaire.

Article 129

Comme le confirme le délégué des Membres du Collège réuni, le « Nouvel An » n'est qu'une illustration d'une dispense de service collective. Une telle illustration est dépourvue de portée normative et sera omise. L'article 162, alinéa 4, en projet se limitera à indiquer que le directeur général peut octroyer des dispenses de service collectives.

Article 130

1. De l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, au 2°, il conviendra également d'abroger la référence aux congés « exceptionnels ».

2. Au 4°, l'auteur du projet s'assurera de la compatibilité de l'ajout d'un 17° à l'article 163, alinéa 1^{er}, du statut Vivalis, avec l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 4 juillet 2024 'transposant partiellement la Directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil, et réglementant certains autres aspects relatifs aux congés', l'article 10 de cet arrêté insérant un 17° et un 18° dans l'article 163, alinéa 1^{er}, du même statut.

Sur ce point, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Les points 18° et 19° seront insérés sous peu dans les statuts des 2 institutions, au moyen d'un arrêté du Collège réuni spécifique.

Ces ajouts seront donc effectifs avant celles induites par les présents projets de statuts ».

Le 4° sera revu en conséquence.

La même observation vaut pour les articles 134, 2°, et 141 du projet, en ce qu'ils contiennent une référence à l'article 163, alinéa 1^{er}, 17°, en projet du statut Vivalis.

Article 131

1. Invité à apporter des éléments qui justifient la différence de traitement entre, d'une part, le fonctionnaire avec un grade de rang inférieur au rang A2, qui ne peut introduire de recours en matière de congés que pour les cas visés à l'article 164, alinéa 1^{er}, en projet, et, d'autre part, le fonctionnaire avec un grade de rang A2 ou supérieur, qui peut contester une décision en matière de congés dans des hypothèses supplémentaires, visées à l'alinéa 2, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« De lijst neemt enkel de verloven over waarbij er een appreciatiemarge is bij de toekenning. Indien een ambtenaar recht heeft op een specifiek verlof is er geen reden om hiervoor een beroep te voorzien. Het verlof kan hem namelijk niet geweigerd worden ».

Ces éléments de réponse ne font pas apparaître les raisons pour lesquelles les décisions concernant les congés visés à l'alinéa 2 ne peuvent être contestées que par des fonctionnaires de rang A2 ou supérieur.

L'auteur du projet devra être en mesure de justifier cette différence de traitement.

2. Dans la version française de l'article 164, alinéa 3, en projet, les mots « de refus » seront omis.

Article 135

De l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, le texte appelé à remplacer l'article 170 du statut Vivalis sera rédigé comme suit :

« Le congé annuel visé à l'article 165 est suspendu, selon les modalités prévues par le règlement de travail, si le fonctionnaire est empêché d'exercer normalement ses fonctions pour cause de maladie ou d'accident ».

Article 137

Comme le confirme le délégué des Membres du Collège réuni, le mot « cohabitant » désigne le cohabitant de fait et pas uniquement le cohabitant légal. Cette notion ne diffère par ailleurs pas de celle de « personne avec laquelle il [lire : le fonctionnaire] vit en couple », toujours visée dans les dispositions non modifiées du statut Vivalis. Afin d'assurer la sécurité juridique, l'auteur du projet veillera à uniformiser les termes employés.

Article 141

À l'article 179, § 8, en projet, plutôt que de viser uniquement les cas de « harcèlement sexuel ou moral reconnu », il convient de viser tout fait pénalement répressible reconnu par une décision de justice, survenu sur le lieu de travail.

Article 143

Au 2°, il y a lieu d'écrire « dans l'alinéa 2, entre la deuxième et la troisième phrases, la phrase suivante est insérée : (...) ».

Article 146

Les mots « à chaque fois » seront insérés entre le mot « sont » et le mot « remplacés ».

Article 156

Comme le confirme le délégué des Membres du Collège réuni, la vaccination du fonctionnaire ou de l'un de ses enfants n'est qu'une illustration d'une dispense de service envisageable en cas de crise sanitaire. Une telle illustration est dépourvue de portée normative et sera omise. L'article 203/6 en projet se limitera à indiquer que le directeur général peut octroyer des dispenses de service dans le cadre de la lutte contre une crise sanitaire.

Article 157

À l'article 204, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, les mots « de ce congé » seront remplacés par les mots « du congé visé au paragraphe premier ».

La même observation vaut pour l'article 204, § 4, en projet.

Article 158

Dans l'article 205 en projet, il n'est plus précisé que le fonctionnaire qui bénéficie d'une interruption de carrière est « en activité de service », comme le prévoit l'article 205 du statut Vivalis.

À la question de savoir si cette modification implique qu'un fonctionnaire qui n'est pas en activité de service pourrait désormais bénéficier d'une telle interruption de carrière, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Om de loopbaanonderbreking aan te vragen moet het personeelslid niet in dienstactiviteit zijn, maar gedurende de loopbaanonderbreking bevindt de ambtenaar zich in loopbaanonderbreking, zij het onbezoldigd, er wordt een toelage betaald door de RVA. ».

Il est pris acte de ces éléments de réponse.

Article 160

La version française de l'article 214, alinéa 2, en projet sera alignée sur la version néerlandaise de la disposition.

Article 161

Il y a lieu d'écrire « Dans l'article 221, alinéa 1^{er}, du même arrêté (...) ».

Article 162

Le délégué des Membres du Collège réuni a confirmé que la suppression de la faculté de démission volontaire au profit des stagiaires résultait d'une erreur qui serait corrigée.

Article 165

1. À l'article 239, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, il y a lieu d'écrire « La durée des services visés à l'alinéa 1^{er} (...) ».
2. À l'article 239, § 5, en projet, il y a lieu d'écrire « En cas de refus partiel ou total (...) »²¹.

Article 167

L'article 251, § 2, alinéa 5, en projet débutera par les mots « L'application de l'alinéa 1^{er}, 2, 3 ou 4, (...) ».

Article 168

De l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, l'article 252, alinéa 2, en projet sera revu dans la mesure où il énonce l'inverse de la portée voulue, à savoir celle de prévoir que le blocage est levé si l'autorité n'a pas attribué une nouvelle mention « insuffisant » ou « avec réserve » au terme de la période d'évaluation suivante, qui suit l'attribution de la mention « insuffisant » ou « avec réserve ».

Articles 175 et 205

L'article 256/6, § 1^{er}, en projet prévoit une indemnité de sortie de fonction que perçoivent les mandataires à la fin de leur mandat, laquelle correspond, selon la durée de l'exercice des fonctions de mandataire, à la rémunération de mandataire pour une période de six, neuf ou douze mois. Par ailleurs, cette indemnité n'est due que si le mandataire ne perçoit aucun revenu professionnel après la fin de son mandat et n'a pas la possibilité d'être réintégré dans son précédent emploi statutaire. Elle est diminuée si la personne concernée occupe une fonction à temps partiel ou perçoit des indemnités de chômage.

Au titre de disposition transitoire, l'article 205 du projet dispose que

« Les effets des articles 104 et 256/6 de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, tel qu'il était en vigueur la veille de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont maintenus à l'égard des mandataires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté exercent un mandat sur la base d'un contrat de travail conformément à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ».

²¹ Voir en ce sens l'article 268, § 5, en projet du statut Iriscare.

Sur ce point, est réitérée l'observation suivante, formulée par la section de législation sur un régime similaire, dans l'avis 74.434/4 ²² :

« Si le pouvoir exécutif estime qu'un changement de politique s'impose, il peut décider de lui donner un effet immédiat ou à bref délai et il n'est pas tenu, en principe, de prévoir un régime transitoire. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont violés que si un régime transitoire (ou l'absence d'un tel régime) entraîne une différence de traitement non susceptible de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de la confiance légitime ²³.

Le dossier sera complété par les éléments de justification à cet égard, en ce qui concerne les mandataires qui ne bénéficient pas du régime transitoire prévu par les articles 11 et 12 du projet ».

Article 186

1. Chaque paragraphe de l'article 272/1 en projet ne comportant qu'un seul alinéa, la division de l'article en paragraphes sera omise.
2. Au paragraphe 3, devenant alinéa 3, il y a lieu d'écrire « Par dérogation aux montants prévus à l'alinéa 2 (...) ».

Article 189

À l'article 273 en projet, en lieu et place de la dénomination commerciale de l'abonnement de transport, « Brupass » ou « Brupass XL » – susceptible d'être modifiée de manière plus ou moins régulière –, l'abonnement auquel le fonctionnaire et le stagiaire ont droit sera identifié par la description de son contenu.

Article 191

1. À l'article 275, § 1^{er}, alinéa 2, 2., en projet, il y a lieu d'écrire « à l'exclusion des cycles visés au 1. ».

²² Avis 74.434/4 donné le 4 octobre 2023 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 novembre 2023 'portant modification (1) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles, (2) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles, (3) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale et (4) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'.

²³ Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Voir en ce sens les avis 70.541/2 donné le 15 décembre 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 27 décembre 2021 'relatif au fonctionnement du Registre des crédits aux entreprises' et 71.615/4 donné le 29 juin 2022 sur un projet devenu l'arrêté royal du 20 juillet 2022 'modifiant diverses dispositions relatives aux cours de perfectionnement des militaires de carrière du cadre actif et abrogeant les épreuves professionnelles de la formation pour candidat officier supérieur des officiers de carrière du niveau A'.

2. Interrogé à propos de la compatibilité de l'article 275, § 2, en projet, qui prévoit le remboursement de l'abonnement annuel aux seules sociétés bruxelloises de bicyclettes partagées, avec la libre circulation des services et de la liberté d'établissement garantis par le droit de l'Union européenne, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Hiermee wordt louter een deelfietsenbedrijf bedoeld dat zijn diensten aan biedt in Brussel. In die zin wordt dus voldaan aan de Europese verplichtingen ».

Compte tenu de cette réponse, à l'article 275, § 2, en projet, les « sociétés de bicyclettes partagées actives sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale » seront visées.

Titre II

Compte tenu de ce que, conformément à l'article 43/3 en projet, les descriptifs de fonction sont établis au moment du recrutement et étant donné l'abrogation de l'article 9 du statut Vivalis, il convient de prévoir une disposition transitoire pour les descriptions de fonction établies avant l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

Article 194

1. L'entrée en vigueur de la procédure applicable devant la chambre de recours étant fixée à la date de l'adoption d'un règlement d'ordre intérieur par la chambre de recours, conformément à l'article 19, § 1^{er}, en projet, l'auteur du projet veillera à prévoir la manière de régler l'entrée en vigueur de cette procédure en l'absence d'adoption de ce règlement. Il ne serait en effet pas admissible que l'entrée en vigueur de dispositions d'un acte réglementaire adopté par un exécutif soit entièrement subordonnée à l'action, ou à l'inaction, d'une chambre de recours.

2. Compte tenu de l'incidence de l'adoption d'un règlement d'ordre intérieur sur l'entrée en vigueur des dispositions réglementaires, l'adoption du règlement d'ordre intérieur fera l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

Articles 207 et 208

Les articles 207 et 208 seront intervertis.

OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE

1. Il ne convient pas de prévoir dans un texte modificatif un article énuméré « x/1 »²⁴, qui laisse penser que le texte modificatif a lui-même été modifié par un autre texte y insérant cet article x/1.

²⁴ Voir, à titre d'exemple, les articles 5/1 et 6/1 du projet.

La numérotation des articles du projet sera revue en conséquence.

2. Lorsqu'une disposition modifiée par le projet a déjà fait l'objet de modifications encore en vigueur, il doit être fait état dans la phrase liminaire de cette ou ces modifications ²⁵.

Le projet sera revu en conséquence.

3. La rédaction du projet sera soigneusement revue. À titre d'exemple, il peut être observé ce qui suit :

– dans la version française de l'alinéa 9 du préambule, il y a lieu d'écrire « en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, (...) » ;

– dans la version néerlandaise du projet, on écrira « het HRM » et non « de HRM » ;

– dans la version néerlandaise de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8^o, en projet, « directeur-generaal » doit s'écrire avec un trait d'union, cette observation valant pour la suite du projet ;

– dans la version française de l'article 18, § 1^{er}, en projet, l'avant-dernière occurrence du mot « et » sera omise ;

– dans la version française de l'article 19, § 2, en projet, il y a lieu d'écrire « ou du Conseil de direction » ;

– dans la version française de l'article 20, alinéa 3, en projet, le mot « prise » sera remplacé par le mot « pris » ;

– dans la version française de l'article 38, alinéa 1^{er}, en projet, la première occurrence du mot « Appui » sera omise ;

– dans la version française de l'article 56, § 2, alinéa 2, en projet, il y a lieu d'écrire « peut prolonger le délai de validité des réserves de recrutement (...) » ;

– dans la version française de l'article 65, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, il y a lieu d'écrire « prévues aux alinéas 1 et 2 » ; dans la version néerlandaise du même article, il y a lieu d'écrire « een vervangende stagebegeleider », « op de wijze bepaald in het eerste en het tweede lid » au lieu de « volgens dezelfde bepalingen als in het eerste en tweede lid » et « voor een periode van twintig of meer opeenvolgende dagen » au lieu de « voor een aansluitende periode van twintig dagen of meer » ; par ailleurs, les versions française et néerlandaise de la deuxième phrase de la disposition concernée sont discordantes et seront revues ;

– dans la version française de la phrase liminaire de l'article 68 du projet, le mot « le » sera inséré avant le mot « Chapitre » ;

²⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 113.

- dans la version française de l'article 75/1, 1^o, en projet, il y a lieu d'écrire « suivant l'article 43/3 ; » ;
- dans la version néerlandaise de l'article 77/1, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, en projet, les mots « gedragsdoelstellingen (gewenste houding) » seront omis ;
- dans la version française, l'article 71, 2^o, 4^o et 5^o commencera chaque fois par le mot « le » ;
- dans la version néerlandaise de l'article 75, 2^o, le mot « lid » fait défaut ;
- dans la version française de l'article 86 du projet, le mot « de » sera remplacé par le mot « du » ;
- dans la version française de la phrase liminaire de l'article 95 du projet, le mot « Dans » sera omis ;
- dans l'article 108, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, les 3^o, 4^o et 5^o ne correspondent pas dans les versions française et néerlandaise ;
- dans la version néerlandaise de l'article 116, § 3, alinéa 3 (lire 4), en projet, il y a lieu d'écrire « gekozen kandidaat » au lieu de « weerhouden kandidaat » ;
- dans la version française de l'article 157 en projet, il y a lieu d'écrire « La chambre de recours visée à l'article 18 du présent arrêté connaît (...) » ;
- la version néerlandaise de l'article 224, alinéa 1^{er}, en projet fait défaut ;
- dans la version néerlandaise de l'article 251, § 2, en projet, il y a lieu d'écrire « de wedde » et non « het wedde » ;
- dans la version française de l'article 179, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, le point final suivi des mots « Ce nombre » sera omis ;
- la version française de l'article 252, alinéa 2, en projet, laquelle est linguistiquement inexacte, sera revue ²⁶ ;
- dans la version française de l'article 256/6, § 4, en projet, le mot « mois » sera inséré entre le mot « six » et le mot « ou ».

*

²⁶ Voir toutefois, ci-avant, l'observation particulière relative à cette disposition.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies wordt gegeven, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de verkiezingen van 9 juni 2024 tot gevolg hebben dat het Verenigd College sedert die datum niet meer over de volheid van zijn bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die het Verenigd College in aanmerking kan nemen als het te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

GEDEELTELIJKE ONONTVANKELIJKHEID VAN DE ADVIESAANVRAAG

De bijlage bij het voorliggende besluit, die nieuwe weddeschalen vaststelt, en artikel 192, waarbij die weddeschalen worden ingevoegd in het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel Hoofdstad’ (hierna: het “Vivalis-statuuut”), zijn niet van reglementaire aard in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.¹

De adviesaanvraag is dus onontvankelijk voor zover ze die weddeschalen betreft.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Het ontwerpbesluit voorziet in verschillende verwerkingen van persoonsgegevens,² met name in het ontworpen artikel 76/1, ingevoegd bij artikel 68 van het ontwerp, dat de inhoud

¹ Zie in die zin advies 50.124/2/V van 5 september 2011 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 oktober 2011 ‘tot vaststelling van de weddenschalen van het personeel van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid’, en advies 74.668/4 van 13 november 2023 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2023 ‘tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op de integratie van de haard- of standplaatstoelagen in de weddeschalen’.

² In artikel 4, 1), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ wordt het begrip “persoonsgegevens” gedefinieerd als “alle informatie over een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon”.

van het evaluatiedossier vaststelt,³ en in het ontworpen artikel 133/2, ingevoegd bij artikel 113 van het ontwerp, dat de inhoud van het tuchtdossier vaststelt.⁴

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule ervan en in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met verwerking van persoonsgegevens.

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden, blijkt *in casu* niet dat de Gegevensbeschermingsautoriteit vooraf om advies is verzocht over het ontworpen besluit.

Er moet op worden toegezien dat dit verplichte vormvereiste vervuld wordt.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1 Met toepassing van het ontworpen artikel 58/1, eerste lid, van het Vivalis-statuuat,

“kan het contractueel personeelslid dat met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur werd aangeworven en dat minimum twee jaar in voltijdse equivalenten in dienst is, aangeworven worden met akkoord van de Minister indien hij aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° voldoen aan de voorwaarden vastgelegd in artikel 39, 1°;

2° slagen voor een vergelijkende wervingsselectie georganiseerd door de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, op de rang van de betrekking, ongeacht de federale, gewestelijke of communautaire administratieve entiteit waarvoor de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning tussengekomen is;

³ Dat dossier bevat onder meer het verslag van het functiegesprek, het verslag van elk functioneringsgesprek, het evaluatieverslag en de vorige evaluatieverslagen alsook de documenten die betrekking hebben op gunstige of ongunstige vaststellingen en beoordelingen die tijdens een functioneringsgesprek zijn bezorgd en besproken.

⁴ Dat dossier bevat onder meer de oproepingsbrief – waarin met name de ten laste gelegde feiten vermeld worden (ontworpen artikel 133/1, § 2, eerste lid, 1°, ingevoegd bij artikel 112 van het ontwerp) – alsook elk document en elke inlichting die de administratie heeft ontvangen in verband met de feiten die de vervolgde ambtenaar ten laste worden gelegd.

3° een concrete functie aangeboden worden in de administratieve entiteit waarvoor de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning is opgetreden;

4° op de datum van de aanvraag, maximaal 3 jaar na te zijn geslaagd voor de door de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning georganiseerde selectieproef;

5° niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een evaluatie met als vermelding onvoldoende of onder voorbehoud.”

De afdeling Wetgeving heeft het volgende opgemerkt in advies 75.375/4 van 12 februari 2024 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 7 maart 2024 ‘tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren’:

“3. Dans son avis 64.183/4, la section de législation a observé, à propos d’un mécanisme analogue, ce qui suit:

‘La section de législation concluait son avis n° 61.592/4 donné le 10 juillet 2017 sur un projet d’arrêté du Gouvernement wallon ‘modifiant l’article 119^{quater} de l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne’, par l’observation suivante:

‘Le principe de l’égalité d’accès à la fonction publique constitue un corollaire des articles 10 et 11 de la Constitution.⁵ Il implique que tout poste statutaire vacant doit faire l’objet d’une publicité et être accessible tant aux agents (contractuels ou non) occupés par la fonction publique wallonne qu’à des personnes extérieures à celles-ci.’⁶

Cette observation doit être réitérée à propos de l’article 119^{quinquies}, en projet, du Code de la Fonction publique wallonne, dès lors qu’il ne ressort pas de la disposition en projet que la vacance des postes statutaires concernés auxquels peuvent accéder les agents contractuels visés par le projet a fait l’objet d’une publicité permettant à toute personne remplissant les conditions d’accès à ces emplois d’y postuler.

La circonstance que les obligations de publicité et d’égal accès aux emplois ont été respectées lors de la sélection contractuelle n’est pas de nature à lever l’objection. En effet, un emploi contractuel et un emploi statutaire ne peuvent pas être considérés comme des emplois identiques, des différences notoires existant entre un engagement statutaire et un engagement contractuel, ce que la note au Gouvernement souligne d’ailleurs expressément.

Ainsi:

- les critères retenus, selon qu’il s’agit d’une épreuve en vue d’un engagement statutaire ou contractuel, peuvent différer;
- l’appel à candidature n’a pas le même périmètre;
- les compositions de jurys ne sont pas identiques;

⁵ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Note de bas de page n° 1 de l’avis cité: Note de bas de page n° 2 de l’avis cité: Voir ainsi C.C., n° 106/2005 du 15 juin 2005, B.5.

⁶ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Note de bas de page n° 2 de l’avis cité: Note de bas de page n° 3 de l’avis cité: Voir en ce sens C.E., 5 février 2013, *Mathieu*, n° 222.384; et C.E. 4 février 2010, *Schmetz*, n° 200.492, dont il ressort ce qui suit: “qu’il ne peut être pourvu à un emploi vacant que dans le respect des principes fondamentaux, fondés sur les articles 10 et 11 de la Constitution, qui régissent la collation des emplois publics.”

– Les régimes juridiques de l'emploi statutaire et contractuel diffèrent, de sorte que des candidats peuvent, pour des motifs légitimes, ne pas être intéressés à postuler à une fonction contractuelle mais l'être par contre s'agissant d'un emploi statutaire.

Il s'ensuit que le texte en projet n'est pas admissible au regard des articles 10 et 11 de la Constitution'.⁷

Dans un avis 74.366/4, la section de législation a, par ailleurs, observé ce qui suit:

'1. L'arrêté en projet vise à dispenser certains membres du personnel engagés par contrat de travail de tous les modules d'une sélection comparative, à l'exception du dernier module.

Il s'agit des membres du personnel engagés par contrat de travail occupés de manière ininterrompue depuis au moins trois ans à temps plein (cette période de trois ans étant 'prolongée au prorata' en cas de prestations à temps partiel) dans le service public fédéral où se trouve l'emploi vacant et 'dans une fonction dont les compétences sont identiques de la même classe ou du même grade' (article 7^{ter}, alinéas 1^{er}, 2^o et 3^o, et 2, en projet de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 'concernant la sélection et la carrière des agents de l'État').

(...)

3. L'article 25, c), du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui a effet direct, garantit à tout citoyen le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées à l'article 2 et sans restrictions déraisonnables, d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.⁸

Le principe de l'égalité d'accès à la fonction publique, lequel constitue également un corollaire des articles 10 et 11 de la Constitution,⁹ implique notamment que tout poste statutaire vacant doit être accessible, à des conditions non discriminatoires, tant aux agents (contractuels ou non) occupés dans la fonction publique qu'à des personnes extérieures à celles-ci.¹⁰

Le projet crée une différence de traitement entre les membres du personnel contractuels occupés dans la fonction publique et les personnes extérieures à celles-ci. Il crée également une différence de traitement entre les membres du personnel contractuels occupés dans le service public fédéral concerné et ceux occupés dans d'autres services.

Par ailleurs, il a également pour effet de traiter de manière identique les membres du personnel contractuels qui ont réussi une sélection comparative, ceux qui ont réussi un test de sélection et ceux qui n'ont réussi que le premier module d'une sélection comparative.

⁷ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Avis 64.183/4 donné le 26 septembre 2018 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon "insérant un article 119^{quinquies} au sein de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne".

⁸ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Note de bas de page n° 5 de l'avis cité: Aux termes de l'article 2, paragraphe 1, du Pacte:

"Les États parties au présent Pacte s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans le présent Pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation."

⁹ Voetnoot 5 van het geciteerde advies: Note de bas de page n° 6 de l'avis cité: Voir C.C., 15 juin 2005, n° 106/2005, B.5.

¹⁰ Voetnoot 6 van het geciteerde advies: Note de bas de page n° 7 de l'avis cité: Voir en ce sens C.E. (8^e ch.), 5 février 2013, n° 222.384, Mathieu; et C.E. (8^e ch.), 4 février 2010, n° 200.492, Schmetz, dont il ressort "qu'il ne peut être pourvu à un emploi vacant que dans le respect des principes fondamentaux, fondés sur les articles 10 et 11 de la Constitution, qui régissent la collation des emplois publics."

Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

En l'espèce, l'auteur du projet doit dès lors être en mesure de justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, toutes les dispositions du projet qui établissent une différence de traitement ou qui traitent de manière égale des situations différentes. À cet égard, les justifications qui figurent dans le rapport au Roi sont insuffisantes.

Le projet sera fondamentalement réexaminé à la lumière de cette observation.¹¹

Une observation analogue doit être réitérée en l'espèce, dès lors que l'article 14/6/1 en projet ne prévoit pas la publicité de la vacance des emplois dans lesquels les agents contractuels peuvent être nommés en application de cette disposition, cette publicité devant permettre à toute personne remplissant les conditions d'accès à cet emploi d'y postuler. Compte tenu de la nature de l'emploi statutaire, il ne suffit pas, contrairement à ce qu'énonce la note au Gouvernement, qu'une mise en concurrence ait été effectuée lors de la sélection contractuelle."

Op de vraag of het ontworpen artikel 58/1 in overeenstemming is met het beginsel van gelijke toegang tot de openbare ambten dat voortvloeit uit de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en uit artikel 25, c), van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

"Le principe de l'égal accès aux emplois publics n'implique pas que ces emplois soient forcément accessibles à des conditions identiques.

La publicité requise sera rencontrée dès lors que cette méthode de recrutement ne peut concerner que des emplois vacants au plan de personnel. Or, l'article 49 § 1^{er} du projet de statut d'Iriscare (une disposition analogue sera insérée concernant Vivalis):

'Art. 49. § 1^{er}. Chaque offre d'emploi est publiée au moins au *Moniteur belge* et sur le site web de l'Office et précise la date limite de l'introduction des candidatures.'

Par ailleurs, le poste statutaire à pourvoir sera ouvert tant aux collaborateurs contractuels remplissant les conditions réglementaires qu'aux externes. Il n'est en effet nullement mentionné dans la disposition projetée que ce recrutement se ferait en dehors de toute procédure de sélection comparative préalable. Aussi, les externes auront aussi accès aux emplois statutaires pour lesquels un recrutement via la procédure litigieuse est envisagée.

Dès lors, les postes statutaires vacants à pourvoir feront nécessairement l'objet de la publicité et de l'accessibilité nécessaire au respect du prescrit constitutionnel.

(...)

Sur pied des considérations développées au point précédent, la disposition querellée n'est pas contraire à l'article 25, c) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en ce que tout citoyen conserve le droit et la possibilité d'accéder dans des conditions égales aux emplois ouverts à Iriscare et/ou à Vivalis.

¹¹ Advies 74.366/4 van 27 september 2023 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel".

De plus, la procédure introduite, qui facilite il est vrai l'accès aux emplois statutaires pour les collaborateurs contractuels remplissant les conditions énoncées, ne restreint pas de manière déraisonnable ce droit en ce que tout citoyen pourra participer aux sélections organisées pour pourvoir à ces postes, selon des conditions génériques de participation. Les conditions dérogatoires posées permettront en effet uniquement à certains collaborateurs de bénéficier d'une procédure simplifiée, dont l'existence est justifiée par le fait que les performances de ces collaborateurs ont déjà été évaluées, vu qu'ils ont déjà réussi un examen de recrutement statutaire, et ne nécessitent donc plus une analyse spécifique, comme l'induit une procédure de sélection comparative classique à part l'interview les mettant en concurrence avec des lauréats externes de nos réserves."

In tegenstelling tot wat in dat antwoord wordt gesteld, blijkt uit de ontworpen bepaling niet dat de betreffende vacante statutaire betrekkingen die toegankelijk zijn voor de in het ontwerp beoogde contractuele personeelsleden, dusdanig bekendgemaakt zijn dat iedere persoon die aan de toegangsvoorwaarden van die betrekkingen beantwoordt, daarnaar kan solliciteren, noch dat voor die twee categorieën van "sollicitanten" een vergelijkende selectie zal plaatsvinden.

Aangezien het ontwerp geen dergelijke waarborgen biedt, creëert het een verschil in behandeling tussen contractuele personeelsleden die werkzaam zijn in het openbaar ambt en externe personen die dat niet zijn. Bovendien creëert het ook een verschil in behandeling tussen contractuele personeelsleden die in dienst zijn bij Vivalis en die welke werkzaam zijn in andere diensten.

In casu moet de steller van het ontwerp dat verschil in behandeling, zoals het uit artikel 58/1 alsook in voorkomend geval uit andere bepalingen van het ontwerp voortvloeit, dus kunnen rechtvaardigen in het licht van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie. Zo'n rechtvaardiging ontbreekt momenteel, bij ontstentenis van een verslag aan de leden van het Verenigd College.

Het ontwerp moet grondig worden herzien in het licht van deze opmerking.

2. Aan de gemachtigde van de leden van het Verenigd College is gevraagd waarin het verschil ligt tussen een vermelding "onvoldoende" en een vermelding "onder voorbehoud" aan het einde van een evaluatieprocedure, behalve het feit dat in het geval van een vermelding "onder voorbehoud" de daaropvolgende evaluatieperiode wordt teruggebracht tot één jaar effectieve prestaties (ontworpen artikel 79, § 2) tegenover zes maanden in het geval van een vermelding "onvoldoende". De vermeldingen "onvoldoende" of "onder voorbehoud" kunnen in beide gevallen immers leiden tot een verklaring van beroepsongeschiktheid en tot ontslag (ontworpen artikel 81/1) of tot een verkorting van de periode die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de graadanciënniteit (ontworpen artikel 81). De gemachtigde heeft de volgende toelichting gegeven:

"Pratiquement la mention 'avec réserve' sera attribuée à un collaborateur n'atteignant pas certains objectifs fixés tandis que la mention 'insuffisant' sera attribuée si les objectifs fixés sont globalement non-atteints.

Il s'agit donc d'une gradation dans les lacunes constatées, même si les conséquences sont assez similaires.

La seule différence substantielle entre ces 2 mentions réside dans la période d'évaluation : elle sera de 6 mois en cas de mention 'insuffisant' et d'un an en cas de mention 'avec réserve'.

(...)

Il existe un traitement identique mais justifié par les lacunes plus ou moins importantes constatées dans le chef du collaborateur concerné.

Ces dernières, bien que d'intensités différentes, justifient de mettre fin à la relation de travail statutaire du collaborateur concerné en ce que ce dernier n'a pas réussi à répondre, et ce durablement, aux attentes formées dans son chef."

Voorts is de gemachtigde van de leden van het Verenigd College gevraagd waarom een ambtenaar die twee keer de vermelding "onder voorbehoud" heeft gekregen met tussen die beide evaluaties een vermelding "gunstig", op dezelfde manier wordt behandeld als een ambtenaar die twee keer de vermelding "ongunstig" heeft gekregen. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

"Ce traitement se justifie par les prestations globalement peu convaincantes fournies par le collaborateur concerné. Il a en effet disposé de suffisamment de temps pour corriger le tir (5 ans au total) durablement comparativement à des mentions 'insuffisant' consécutives (2 ans et demi au total), sans pour autant corriger le tir."

De situatie van een ambtenaar die een beoordeling "onder voorbehoud" krijgt, lijkt echter niet dezelfde te zijn als die van een ambtenaar die een vermelding "onvoldoende" krijgt, aangezien, zoals de gemachtigde van de leden van het Verenigd College stelt, in het eerste geval de ambtenaar sommige gestelde doelen niet haalt, terwijl in het tweede geval de gestelde doelen over het geheel genomen niet worden gehaald. Het is dus enkel mits een afdoende motivering wordt gegeven, dat die verschillende situaties kunnen leiden tot identieke gevolgen wat betreft de sanctie die in beide gevallen kan worden toegepast, namelijk het ontslag van de geëvalueerde ambtenaar. Dat geldt ook voor een ambtenaar die tussen twee evaluaties "onder voorbehoud" een vermelding "gunstig" heeft gekregen.

De steller van het ontwerp moet in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet dus kunnen rechtvaardigen dat niet-identieke situaties leiden tot identieke gevolgen, afgezien van de evaluatieperiode die op die vermelding "onvoldoende" of "onder voorbehoud" volgt.

Indien hij dat niet kan, moet artikel 68 van het ontwerp worden herzien.

3. De afkorting HRM (in het Frans "GRH") wordt in artikel 2, § 1, 9°, van het Vivalis-statuuut gedefinieerd als "de dienst binnen de Diensten van het Verenigd College die belast is met het personeelsbeheer" (in het Frans "le service au sein des Services du Collège réuni qui assure la gestion du personnel"). In de Franse tekst van het ontwerp wordt de afkorting GRH soms als een mannelijk en soms als een vrouwelijk woord gebruikt. Dat kan de strekking van sommige ontworpen bepalingen ongewis maken wanneer naderhand een voornaamwoord wordt gebruikt om te verwijzen naar de dienst ("le service") die belast is met het personeelsbeleid.¹²

¹² Zie bij wijze van voorbeeld artikel 101 van het ontwerp, alsook de desbetreffende bijzondere opmerking.

4. Zoals de gemachtigde van de leden van het Verenigd College heeft aangegeven, was het de bedoeling van de steller van het ontwerp gelijkaardige statuten in te voeren voor enerzijds het personeel van Vivalis en anderzijds het personeel van Iriscare, en dient het Vivalis-statuuat dan ook een soortgelijke bepaling te bevatten als het ontworpen artikel 312 van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de bicommunautaire Dienst voor gezondheid, bijstand aan personen en gezinsbijslag van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad’ (hierna: “Iriscare-statuuat”), ingevoegd bij artikel 218/1 van het ontwerp waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 76.906/2/V heeft gegeven.¹³

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 77/1, § 1, dat moet worden aangevuld met een bepaling die het mogelijk maakt de termijn van dertig dagen, bedoeld in het tweede lid van die bepaling, te verlengen naar het voorbeeld van wat wordt bepaald in het derde lid van het ontworpen artikel 99/1, § 1, van het Iriscare-statuuat.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In de aanhef dienen alle teksten te worden vermeld die krachtens artikel 206 van het ontwerp worden opgeheven.
2. In het vierde tot het zevende lid moet de datum worden vermeld waarop de respectieve vormvereisten vervuld zijn.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In de bepalingen onder 1° tot 10° moet de vermelding “eerste lid,” telkens worden geschrapt, aangezien artikel 2, § 1, van het Vivalis-statuuat maar één lid telt.
2. In het ontworpen artikel 2, § 1, 12°, vierde lid, moet de verwijzing naar artikel 9, § 1, van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966’ worden herzien. Die bepaling, zoals ze is vervangen bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 12 juli 2009 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de

¹³ Ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie “tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de bicommunautaire Dienst voor gezondheid, bijstand aan personen en gezinsbijslag van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad”.

talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966', is bij arrest nr. 217.481 van de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State van 24 januari 2012 namelijk vernietigd.¹⁴

3. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 2, § 1, 14°, moeten de woorden “le membre du personnel” worden vervangen door de woorden “l’agent”. Het vervolg van het ontworpen dispositief moet opnieuw worden onderzocht en indien nodig dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 5/1

In de inleidende zin dient men te schrijven “In het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk IV van titel I van boek II (...)”.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 14 en 16/1 van het ontwerp.

Artikel 7

De woorden “de volgende wijzigingen aangebracht:” moeten worden weggelaten, en in plaats van de opsomming die volgt (punten “1°” en “2°”) moet een doorlopende zin worden geschreven.

Artikel 10

Het ontworpen besluit moet worden aangevuld zodat nader wordt aangegeven hoe de taalkennis van de advocaten zal worden beoordeeld, en dit in overeenstemming met de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, waaruit voortvloeit dat de vereisten ter zake “niet verder [mogen] gaan dan hetgeen als noodzakelijk kan worden beschouwd voor de redelijke vervulling van de betrokken taken”.¹⁵

Artikel 11

1. Zoals de gemachtigde van de leden van het Verenigd College heeft beaamd, moet in het ontworpen artikel 18/1 worden bepaald dat de minister ook de “toelage” (lees: vergoeding) vaststelt die aan de “plaatsvervangende voorzitter” (lees: ondervoorzitter) van de raad van beroep wordt toegekend wanneer deze laatste vergadert.

¹⁴ RvS (8^e k.) 24 januari 2012, nr. 217.481, *gemeente Schaarbeek*.

¹⁵ GwH 12 maart 2015, nr. 28/2015, B.8.2, geciteerd onder andere in advies 61.851/VR/V van 30 augustus 2017 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 21 maart 2018 ‘betreffende de organisatie van het niet-dringend ziekenvervoer’, *Parl.St. Ver.Verg.Gem.Gem.Comm.* 2017-18, nr. B-105/1, 18-28.

2. Aangezien de toekenning van een vergoeding aan de voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van beroep moet gebeuren via een besluit van de leden van het Verenigd College, spreekt het vanzelf dat dat besluit in het *Belgisch Staatsblad* moet worden bekendgemaakt.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 36 van het ontwerp.

Artikel 12

1. Het toekennen van een verordenende bevoegdheid aan andere overheden dan de regering of een minister valt moeilijk in overeenstemming te brengen met de algemene principes van het Belgische publiekrecht, aangezien het raakt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en aangezien de overheden die zodoende een verordenende bevoegdheid hebben gekregen, buiten iedere rechtstreekse parlementaire controle vallen. Verordeningen van die aard ontberen daarenboven de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake de bekendmaking en inzake de preventieve toetsing door de afdeling Wetgeving.¹⁶

De machtiging die aan de raad van beroep wordt verleend om zijn huishoudelijk reglement vast te stellen, moet bijgevolg beperkt blijven, zodat die raad wel bijkomstige of detailkwesties kan regelen, maar met name in verband met zijn adiëring geen bijkomende ontvankelijkheidsvoorwaarden kan opleggen die niet in het ontworpen Vivalis-statuuat staan.

2. In het ontworpen artikel 19, § 2, moet worden bepaald dat de betrokken ambtenaar of stagiair verplicht is persoonlijk te verschijnen om te worden gehoord en zijn verdediging te voeren.

3. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College heeft bevestigd dat de ontworpen bepaling impliceert dat de ambtenaar of de stagiair die een uitstel van zijn hoorgesprek heeft bekomen, geen tweede uitstel kan vragen, welke ook de redenen voor dat tweede uitstel mogen zijn. De gemachtigde heeft namelijk het volgende gesteld:

“Gezien de noodzaak een evenwicht te bewaren tussen de organisatie van de raad, de belangen van de diensten en deze van het personeelslid is slechts één uitstel mogelijk. Er moet echter worden toegevoegd dat voorafgaand aan de zitting eveneens een schriftelijke procedure wordt gevoerd, met memories en memories van wederantwoord. Le collaborateur concerné aura donc l’occasion de défendre son point de vue et de présenter ses arguments (par écrit à minima).”

De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat de mogelijkheid van een dergelijke schriftelijke procedure uitdrukkelijk wordt voorzien, gelet op het feit dat de ontworpen tekst daar niets over zegt. Ook wordt erop gewezen dat een dergelijke procedure maar mogelijk is

¹⁶ Advies 70.757/4 van 19 januari 2022 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2022 ‘tot toekenning van een verstevigingssubsidie aan opvangvoorzieningen voor kinderen om de toegankelijkheid ervan te garanderen en houdende diverse bepalingen ten gunste van de kwaliteit van de opvang’.

indien de ambtenaar of de stagiair in staat is zich schriftelijk te verdedigen, hetzij *in persona*, hetzij via iemand die hem vertegenwoordigt.

Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de ontworpen artikelen 133/1 tot 133/3.

Artikel 13

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 20, eerste lid, moet de verwijzing naar de gevallen die worden bedoeld “à l’article 66/9, § 3 troisième alinéa” worden herzien. Het ontworpen artikel 66/9, § 3, bevat namelijk geen derde lid.

Artikel 16

In het ontworpen artikel 21/1, eerste lid, dient men te schrijven: “In het geval van een beroep voorzien in artikel 96/1, zevende lid, brengt de met de controle (voorts zoals in het ontwerp)”.

Artikel 18

Ontworpen artikel 22/1

1. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat, teneinde duidelijk aan te geven wie “Deze persoon” is die niet aan de beraadslagingen mag deelnemen, in paragraaf 1 aanvullend moet worden bepaald dat het gaat om zowel “de persoon bedoeld in artikel 133” als de “persoon van zijn keuze” die hem bijstaat.
2. De gemachtigde is het er ook mee eens dat paragraaf 2 moet worden aangevuld zodat wordt bepaald dat indien de persoon bedoeld in artikel 152, § 1, “de minister” is, deze zich kan laten vertegenwoordigen, met dien verstande dat dat moet gebeuren met inachtneming van de ter zake geldende principes.

Ontworpen artikel 22/2

1. Naar aanleiding van een vraag over de strekking van het ontworpen artikel 22/2 heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College gesteld dat de verzoeker het recht heeft een assessor te wraken, en dat de voorzitter van de raad van beroep vervolgens een beslissing neemt op basis van de redenen die ter staving van het verzoek zijn aangevoerd.

De bepaling, waarvan de eerste zin stelt dat “[d]e verzoeker (...) het recht [heeft] één of meerdere assessoren te wraken”, moet worden herzien zodat het nagestreefde doel duidelijker wordt verwoord.

Gelet op die bedoeling, is de regel volgens welke het recht van de verzoeker er niet toe mag leiden dat het aantal assessoren minder dan vier bedraagt, enkel aanvaardbaar in zoverre hij niet impliceert dat een assessor ten aanzien van wie een rechtsgeldige reden voor wraking zou bestaan, wordt gehandhaafd.

2. Zoals de gemachtigde van de leden van het Verenigd College stelt, worden gewraakte assessoren in principe vervangen door een plaatsvervanger. Die precisering moet in het ontworpen besluit worden toegevoegd.

Ontworpen artikel 22/3

Zoals de gemachtigde van de leden van het Verenigd College stelt, moeten de woorden “ne peut être supérieure à celle proposée” in de Franse tekst worden vervangen door de woorden “ne peut pas être plus lourde que celle proposée”.

Artikel 23

De taalversies van de bepaling onder 1° moeten onderling van plaats wisselen.

Artikel 27

In het ontworpen artikel 36/1, § 1, hoort niet te worden vermeld dat de beslissing houdende “opheffing” (lees: intrekking) van de toestemming dient te worden “gemotiveerd”. Die verplichting vloeit namelijk al voort uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’. De tweede zin van paragraaf 1 moet bijgevolg worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 77 van het ontwerp in zoverre dat in het ontworpen artikel 92, tweede lid, een verplichting tot omstandige motivering opneemt, voor artikel 92 van het ontwerp in zoverre dat in het ontworpen artikel 103, tweede lid, een gemotiveerde beslissing van het HRM voorziet, en voor artikel 102 van het ontwerp, dat in het ontworpen artikel 166/1, § 4, derde lid, een gemotiveerde beslissing van het HRM voorziet.

Artikel 28

In artikel 28, 5°, moeten de woorden “en/of” worden vervangen door het woord “of”.

Artikel 35

1.1. Artikel 35 van het ontwerp strekt tot vervanging van artikel 44 van het Vivalis-statuuut, zodat de thans geldende reglementaire bepalingen van artikel 44 met betrekking

tot de samenstelling van de selectiecommissie worden opgeheven. Het ontworpen artikel 44, § 2, tweede lid, 2., voorziet dat het selectiereglement in voorkomend geval “de samenstelling van de selectiecommissie” regelt.

1.2. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College bevestigt in verband met dat selectiereglement: “[Il sera] établi par le service RH, avec le consentement du fonctionnaire dirigeant (dans le futur : le directeur général) de l’institution”. Dit moet in het ontworpen artikel 44, § 2, worden vermeld.

1.3. Op de vraag of die wijzigingen betekenen dat bepalingen van reglementaire aard, te weten de bepalingen met betrekking tot de selectiecommissie, in voorkomend geval zullen worden vastgesteld door een selectiereglement dat het HRM heeft opgesteld, heeft dezelfde gemachtigde het volgende geantwoord:

“De modaliteiten van de selectieprocedure, waaronder de selectiecommissie, worden geregeld via het selectiereglement, dat wordt opgesteld door de Dienst HR. Het doel is om het selectiereglement dit verder te laten regelen, om rigiditeit te beperken. Uiteraard zal de opstelling van het selectiereglement binnen de grenzen van de algemene rechtsbeginselen en de beginselen van behoorlijk bestuur plaatsvinden, zodat de gelijke toegang tot het openbaar ambt wordt gegarandeerd.”

Aangezien de regels voor de samenstelling van de selectiecommissie, naar het voorbeeld van de regels voor de samenstelling van de evaluatiecommissie of van de beroepskamer, bepalingen van reglementaire aard zijn, horen ze te worden vastgesteld door het Verenigd College of door het lid van het College aan wie een machtiging in die zin is verleend. Dat is overigens wat wordt bepaald in artikel 23/1 van het Vivalis-statuuut, waarvan het zesde lid luidt als volgt:

“Het Verenigd College, op de voordracht van de Minister, stelt het huishoudelijk reglement van de selectiecommissies op (...)”.

Bijgevolg moet punt 2. uit het ontworpen artikel 44, § 2, tweede lid, worden weggelaten.

2. Het ontworpen artikel 44, § 2, moet worden aangevuld met een bepaling die voorziet in de gelijktijdige bekendmaking van het selectiereglement en van de vacature.

Artikel 36

De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 45, § 1, moet worden geschreven: “Een toelage wordt toegekend (...)”.

Artikel 46/1

Aangezien een zevende erkenningsinstelling is toegevoegd in artikel 60 van het Vivalis-statuuut, moet het woord “zes” in de inleidende zin van dat artikel worden vervangen door het woord “zeven”.

Artikel 47

Gelet op het feit dat Actiris krachtens het ontworpen artikel 60, 7°, wordt aangeduid als een erkenningsinstelling, moet het woord “Actiris,” worden weggelaten uit artikel 60/2, eerste lid, van het Vivalis-statuuut.

Artikel 48

In de bepaling onder 2° moeten de woorden “, eerste lid,” worden weggelaten.

Artikel 50

Het ontworpen artikel 63 heeft tot gevolg dat de aangeworven ambtenaar “in een directie aangesteld” zal worden, en niet langer “in de betrekking waarvoor hij in dienst werd geroepen”.

De steller van het ontwerp moet kunnen verantwoorden dat een geslaagde in “een directie” wordt aangesteld wanneer de wervingsprocedure werd georganiseerd voor een specifieke betrekking.

Artikelen 51 en 101

De beoogde vervanging van artikel 64 van het Vivalis-statuuut bij artikel 51 van het ontwerp impliceert dat niet langer wordt voorzien in een wijziging van dienstaanwijzing “op vraag van de stagiair”.

Op een vraag over het schrappen van die mogelijkheid tot wijziging van dienstaanwijzing heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“De reden voor deze wijziging is om een gelijkaardige regeling te hebben als voorzien in artikel 115 (artikel 149 voor Iriscare) zodat wijzigingen van dienstaanwijzing altijd in het belang van de dienst is. La possibilité de prévoir une réaffectation à la demande du fonctionnaire étant supprimée, il est nécessaire d’adapter son équivalent pour les stagiaires (articles 64 pour Vivalis et 74 pour Iriscare) afin d’éviter d’instaurer une différence de traitement difficilement justifiable entre fonctionnaires statutaires et stagiaires statutaires.”

Artikel 116 van het Vivalis-statuuat, zoals gewijzigd bij artikel 101 van het ontwerp, voorziet inderdaad niet meer in de vrijwillige overplaatsing van een ambtenaar zonder interne oproep. Over de rechtvaardiging voor de schrapping van die mogelijkheid heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende gesteld:

“Dit is het doel. Het zal niet langer mogelijk zijn om proactief om een overplaatsing te verzoeken. Dit kwam al niet vaak voor binnen de huidige bepalingen en heeft bovendien een impact op organisatorisch vlak. Daarenboven leidt dit tot een ongelijkheid tussen personeelsleden. Indien de overplaatsing via een interne oproep plaatsvindt, heeft elk personeelslid dat voldoet aan de voorwaarden een gelijke kans om overgeplaatst te worden.”

Er wordt akte van genomen dat die mogelijkheid tot nieuwe diensttoanwijzing op verzoek van de stagiair en van de ambtenaar, wordt geschrapt.

Artikel 59

De gemachtigde van de leden van het Verenigd College heeft bevestigd dat de vervangende stagebegeleider bij afwezigheid van de stagebegeleider overeenkomstig het ontworpen artikel 65, § 1, derde lid, over alle bevoegdheden van de stagebegeleider beschikt. Dat neemt niet weg dat de afwezige stagebegeleider krachtens het ontworpen artikel 66/6, § 2, tweede lid, bij zijn terugkeer een verslag moet opstellen over de periode waarin hij de stage heeft kunnen opvolgen. Men dient ervoor te zorgen dat het ontworpen artikel 65, § 1, derde lid, en het ontworpen artikel 66/6, § 2, tweede lid, coherent zijn, en dat het einde van de stage niet op ongeoorloofde manier wordt uitgesteld tot de terugkeer van de afwezige stagebegeleider, die het verslag moet opstellen dat in het ontworpen artikel 66/6, § 2, tweede lid, wordt bedoeld.

Artikel 67

De steller van het ontwerp moet zorgen voor samenhang tussen enerzijds het ontworpen artikel 71/1, 3°, luidens welk het HRM tot taak heeft het opleidingsplan op te stellen, en anderzijds het ontworpen artikel 72, § 2, eerste lid, luidens welk het opleidingsplan door de directieraad wordt goedgekeurd op voorstel van de directeur-generaal.

Artikel 68

1. In de Franse tekst van de inleidende zin moet het woord “le” worden ingevoegd voor het woord “Livre” en voor het woord “Chapitre”. De bij artikel 68 ingevoegde bepaling moet bovendien worden afgesloten met aanhalingstekens.

2. In het ontworpen artikel 76, § 6, 3°, *in fine*, dient te worden geschreven: “als de te evalueren ambtenaar”.

3. Op een vraag over de draagwijdte en de doelstelling van het ontworpen artikel 78, § 3, eerste lid, dat voorziet in de mogelijkheid een ambtenaar bij zijn evaluatie de bijzondere vermelding “uitstekend” te geven, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“Le but de cette mention est de souligner les mérites de certains collaborateurs, au terme d’une procédure officielle et spécifique d’attribution de mention d’évaluation. Cet objectif ne serait pas atteint de manière convaincante en suivant la suggestion des syndicats (mettre des commentaires très positifs dans l’évaluations) en ce que cette appréciation reste cantonnée à l’évaluateur, quand la procédure proposée permet de l’officialiser par le Conseil de direction.

Il n’y a donc pas d’alternative crédible à la possibilité instaurée.

Cette concurrence entre agents n’est pas malsaine car il est légitime de mettre en avant, notamment pour les promotions, les collaborateurs qui n’ont pas démerités et dont les prestations de qualité méritent d’être mises en avant.

La portée et l’objectif de cette disposition sont donc principalement symboliques mais seront pris en considération à l’occasion de procédures de promotion, d’ouvertures de postes, ...”

Uit dit antwoord volgt dat er op het vlak van bevordering of openstelling van betrekkingen consequenties kunnen zijn voor twee ambtenaren die een evaluatievermelding “gunstig” gekregen hebben, ingeval bij een van hen de vermelding “uitstekend” toegevoegd wordt. Hiervan wordt akte genomen.

4. In het ontworpen artikel 80, eerste lid, moet de steller van het ontwerp de verwijzing naar artikel 78, § 2, derde lid, van het statuut, dat niet in een termijn voorziet, nakijken.

Artikel 71

In het ontworpen artikel 83/2, § 3, eerste lid, moeten de woorden “deze vermelding” worden vervangen door de woorden “de vermelding ‘ongunstig’”.

Artikel 75

Het spreekt voor zich dat, om te beoordelen of de in het ontworpen artikel 90, derde lid, bedoelde termijn in acht is genomen, de woorden “hun sollicitatie ter kennis van de [directeur-generaal] brengen” in het geval van een verzending per post enkel betrekking kunnen hebben op het tijdstip waarop de enveloppe door de ambtenaar is afgegeven, en niet op het tijdstip waarop die door de directeur-generaal in ontvangst is genomen.

Artikel 79

Op een vraag over het begrip “beheerder van de procedure”, waarvan sprake is in het ontworpen artikel 94, § 4, eerste lid, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“Cette notion a été insérée afin de couvrir toutes les entités et autorités pouvant intervenir en tant que responsable de la procédure, sans détailler spécifiquement qui est concerné. Idem pour Iriscare sur pied de l’article 119 du statut en projet.”

Ter wille van de rechtszekerheid moet dit begrip “beheerder van de procedure” gedefinieerd worden.

Artikel 80

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 95, § 2, moet geschreven worden “(...) peuvent participer au deuxième groupe d’épreuves”, omwille van de samenhang met paragraaf 1, eerste lid, dat bepaalt dat er “trois groupes d’épreuves” zijn.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het ontworpen artikel 95, § 5, waar melding moet worden gemaakt van “(...) des épreuves du troisième groupe (...)”.

2. In het ontworpen artikel 95, § 3, derde lid, moet worden geschreven “of van buiten de Dienst”.

3. Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst moet in de Franse tekst van het ontworpen artikel 95, § 3, vierde lid, het woord “deuxième” worden vervangen door het woord “première” en het woord “troisième” door het woord “deuxième”.

Artikel 91

1. In punt 4° van de Franse tekst moet worden geschreven “(...) et 101/1/3”.

2. Het tweede punt 4° moet hernummerd worden als 5° en punt 5° moet 6° worden.

Artikel 94

Op de vraag of het feit dat mandaathouders worden uitgesloten van het zorgverlof in overeenstemming is met richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 ‘betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad’, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College er bij wijze van verantwoording op gewezen dat de mandaathouders enerzijds grote verantwoordelijkheden dragen en anderzijds gering in aantal zijn.

De afdeling Wetgeving heeft eerder al de volgende opmerking gemaakt, die hier moet worden herhaald:¹⁷

“Richtlijn (EU) 2019/1158 omschrijft in artikel 2 haar toepassingsgebied als volgt:

‘Deze richtlijn is van toepassing op alle mannelijke en vrouwelijke werknemers met een arbeidsovereenkomst of een arbeidsbetrekking zoals bepaald door de in elke lidstaat geldende wetgeving, collectieve overeenkomsten of gebruiken, rekening houdend met de rechtspraak van het Hof van Justitie.’”

Aangezien richtlijn (EU) 2019/1158 van toepassing is op elke vorm van arbeidsbetrekking en aangezien het begrip “werknemer” moet worden geïnterpreteerd met inachtneming van de criteria waarmee het statuut van werknemer in de zin van de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie kan worden bepaald,¹⁸ blijkt niet dat stagiairs en mandatarissen *generaliter* en *a priori* kunnen worden uitgesloten van het toepassingsgebied van het ontworpen dispositief.¹⁹”

Artikel 95

1. Het ontworpen artikel 108, § 2, tweede lid, heeft betrekking op een geval dat enkel geldt “voor mandaathouders ambtenaren (lees: mandaathouders-ambtenaren)”, wat de indruk wekt dat er andere regels gelden voor mandaathouders die geen ambtenaar zijn. Op een vraag over dat onderscheid heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“De administratieve toestand van een tijdelijk statuut betreft de situatie nadat het mandaat wordt toegewezen terwijl het verschil tussen de mandaathouders-ambtenaren en niet-ambtenaren de situatie voorafgaand aan het mandaat betreft, betreffende onder andere de arbeidsovereenkomstenwet van 3 juli 1978.”

¹⁷ Advies 76.293/4 van 3 juni 2024 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 4 juli 2024 ‘tot gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad, en tot regeling van een aantal andere aspecten op het vlak van de verloven’.

¹⁸ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Zie overweging 8 van richtlijn (EU) 2019/1152 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 ‘betreffende transparante en voorspelbare arbeidsvoorwaarden in de Europese Unie’, waarin het toepassingsgebied van de richtlijn op soortgelijke wijze omschreven wordt, en de aangehaalde arresten. Zie ook overweging 17 van richtlijn (EU) 2019/1158, die als volgt luidt: “Deze richtlijn is van toepassing op alle werknemers met een arbeidsovereenkomst of andere arbeidsbetrekking, met inbegrip van de arbeidsovereenkomsten of arbeidsbetrekkingen van deeltijdwerkers, werknemers met een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd of personen met een arbeidsovereenkomst of arbeidsbetrekking met een uitzendbureau, als voorheen bepaald in Richtlijn 2010/18/EU. Rekening houdend met de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie (Hof van Justitie) betreffende de criteria om de hoedanigheid van een werknemer te bepalen, is het aan de lidstaten om arbeidsovereenkomsten en arbeidsbetrekkingen te definiëren.”

¹⁹ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Zie in dat verband advies 74.358/2 van 20 september 2023 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 14 december 2023 ‘tot wijziging van het RPPol als gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad’, waarin aanvaard werd dat aspirant-politieagenten geen werknemers zijn in de zin van richtlijn (EU) 2019/1158, aangezien ze een opleiding volgen en onder een specifieke onderwijsregeling vallen.

Gelet op het feit dat krachtens het ontworpen artikel 104, zesde lid, “het mandaat wordt uitgeoefend in het kader van een tijdelijk statutair dienstverband”, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom het tweede lid niet zou kunnen worden toegepast op alle mandaathouders.

De bepaling moet herzien worden.

2. Vanwege de vervroegde beëindiging van het mandaat in geval van preventieve schorsing voor meer dan zes maanden, heeft een preventieve schorsing – die uitsluitend wordt gerechtvaardigd door het belang van de dienst, zonder dat de verantwoordelijkheid van de ambtenaar die de schorsing ondergaat wordt aangetoond – mogelijk dezelfde gevolgen als de tuchtstraf van ambtshalve ontslag. De enige omstandigheid die de gemachtigde van de leden van het Verenigd College in dat verband heeft aangevoerd, namelijk dat het mandaat tijdelijk is en dat de ontstentenis van een regel voor vervroegde beëindiging van het mandaat de goede werking van de dienst zou kunnen verstoren, kan niet afdoend rechtvaardigen dat een preventieve schorsing een dergelijk gevolg krijgt. Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk hoe een automatisch ambtshalve ontslag na afloop van een preventieve schorsing te rechtvaardigen valt.

3. Bovenstaande opmerking geldt ook met betrekking tot de hypothese van een vervroegde beëindiging van het mandaat in geval van langdurige ziekte, zoals voorzien in het ontworpen artikel 108, § 2, eerste lid, 2°.

Artikel 101

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 116, § 3, derde lid, moet worden geschreven: “Le directeur du service concerné ou son délégué, assisté de la GRH, (...)”.

2. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat het bepaalde onder 6° strekt tot vervanging van het derde en het vierde lid van artikel 116, § 3, van het Vivalis-statuut, en niet tot vervanging van het tweede en het derde lid ervan.

3. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 116, § 3, tweede (lees: derde) lid, moet worden geschreven: “elle compare le profil”.

4. Het bepaalde onder 7° strekt tot vervanging van artikel 116, § 4, vierde lid, van het Vivalis-statuut teneinde de verplichting te voorzien de ambtenaar voorafgaand aan de beslissing tot overplaatsing te horen. Die verplichting vloeit evenwel reeds voort uit artikel 116, § 4, derde lid, van hetzelfde statuut.

Bijgevolg moet, afhankelijk van de intentie van de steller van het ontwerp, ofwel punt 7° worden weggelaten, ofwel het ontwerp worden aangevuld teneinde artikel 116, § 4, vierde lid, van het Vivalis-statuut op te heffen.

Artikel 102

De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat het woord “conformément” in de Franse tekst van het ontworpen artikel 116/1, § 4, eerste lid, moet worden geschrapt.

Artikel 107

1. Gelet op het feit dat artikel 126/1 van het Vivalis-statuut bij artikel 107 van het ontwerp wordt opgeheven, is aan de gemachtigde van de leden van het Verenigd College gevraagd welke pensioenregels van toepassing zijn wanneer een ambtenaar teruggezet is in graad of van ambtswege is ontslagen. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“De zwaarste tuchtsanctie leidt automatisch tot het verlies van de pensioenrechten, ongeacht wat bepaald wordt in het statuut.”

Aangezien die gevolgen niet blijken uit de ontworpen bepalingen van het Vivalis-statuut, dienen ze daarin uitdrukkelijk te worden bepaald.

2. In het algemeen genomen kan de opheffing van de definitie van de sancties “ontslag van ambtswege” en “afzetting” de rechtszekerheid in het gedrang brengen. Men dient erop toe te zien dat die sancties en hun gevolgen worden gedefinieerd.

Artikel 108

1. Het ontworpen artikel 128, § 1, derde lid, bepaalt dat in het geval van een strafvordering de tuchtprocedure niet later ingesteld mag worden dan zes maanden nadat het orgaan bevoegd om de tuchtprocedure op te starten “een voldoende duidelijk beeld heeft over de noodzaak om de tuchtprocedure in te stellen”, en dat het “aan dit orgaan [is] om zich te informeren naar de stand van de strafvordering”.

Om objectief te kunnen bepalen op welke datum de verjaringstermijn van de tuchtprocedure die gelijktijdig met een strafvordering wordt gevoerd, ingaat, verdient het aanbeveling de woorden “een voldoende duidelijk beeld heeft over de noodzaak om” te vervangen door de woorden “over voldoende informatie beschikt om de noodzaak te beoordelen”.²⁰

²⁰ Vergelijk met RvS (8^e k.) 4 juni 2021, nr. 250.795, *Deldicq en Van den Eynde*: de tuchtoverheid “doit demeurer attentive au respect du principe du délai raisonnable, qui est un corollaire du principe de sécurité juridique et qui impose de ne pas laisser l’agent, menacé d’une action disciplinaire, trop longtemps dans l’incertitude sur son sort. Elle ne peut tenir l’action disciplinaire en suspens si les moyens d’investigation dont elle dispose ou les informations qu’elle peut recevoir avant l’issue de la procédure pénale lui permettent d’apprécier les faits qui sont reprochés à l’agent (...). Pour apprécier le moment où les informations dont elle dispose sont suffisantes pour engager une procédure disciplinaire et établir un rapport introductif à cette fin, c’est-à-dire le moment où elle peut se faire une idée claire de l’existence et de la gravité des faits et de leur imputation au membre du personnel des services de police, l’autorité disciplinaire dispose d’un large pouvoir d’appréciation. À cet égard, le Conseil d’État exerce donc un contrôle marginal et se limite à vérifier si l’autorité disciplinaire est partie de faits exacts, si elle les a appréciés correctement et si elle a pris sa décision dans les limites du raisonnable.”. Zie ook RvS (14^e k.) 26 juni 2019, nr. 244.962, *Vaes*.

2. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat de woorden “au premier paragraphe” in de Franse tekst vervangen moeten worden door de woorden “à l’alinéa 1^{er}”.

Artikel 112

1. Luidens het ontworpen artikel 133/1, § 2, tweede lid, mag de vervolgte ambtenaar niet worden bijgestaan door een persoon die gevraagd wordt zich uit te spreken over de ten laste gelegde feiten.

Het spreekt voor zich dat het begrip “elke persoon die gevraagd wordt zich uit te spreken” restrictief moet worden geïnterpreteerd, zodat geen afbreuk wordt gedaan aan het recht van de vervolgte ambtenaar om te worden bijgestaan door een persoon van zijn keuze.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 120 van het ontwerp (ontworpen artikel 153, tweede lid).

2. De regel die in het ontworpen artikel 133/1, § 4, wordt voorgeschreven, lijkt niet te sporen met het ontworpen artikel 133/3, § 2, dat bepaalt dat de persoon bedoeld in artikel 133 de tuchtstraf meedeelt “na het tuchtdossier te hebben geanalyseerd als de vervolgte ambtenaar zonder geldige reden niet verschenen is”.

De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat die bepalingen moeten worden aangepast zodat ze onderling coherent worden.

Artikel 114

In het ontworpen artikel 133/3, § 1, eerste lid, dient men te schrijven “en gaat over tot elke andere onderzoeksmaatregel”.

Artikel 120

1. In het ontworpen artikel 153, eerste lid, moet de zinswending “De oproeping vermeldt deze feiten” worden herzien, aangezien niet nader wordt vermeld om welke feiten het gaat. Als het gaat om de feiten die de betrokken ambtenaar ten laste worden gelegd, moet de eerste zin van het ontworpen artikel 153, eerste lid, aangevuld worden met de woorden “en op basis van de hem ten laste gelegde feiten”.

2. In het ontworpen artikel 153, tweede lid, moeten de woorden “met uitzondering van de persoon bedoeld in artikel 152, § 2” vervangen worden door de woorden “met uitzondering van een lid van de directieraad”.

3. In het ontworpen artikel 153, vierde lid, moeten de woorden “na het houden van een hoorzitting, verlopend zoals hierboven bepaald” vervangen worden door de woorden “na het houden van een hoorzitting in de zin van het eerste lid”.

4. Over de noodzaak om de voorlopige schorsing, bedoeld in het ontworpen artikel 153, vierde lid, in de tijd te beperken op grond van het feit dat de betrokken ambtenaar niet is gehoord, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende aangegeven:

“Het doel is om deze hoorzitting zo snel mogelijk te houden waarbij de ambtenaar zoals voorzien in artikel 153 minstens 5 dagen voor de hoorzitting wordt opgeroepen en waarbij de ambtenaar toegang heeft tot de verschillende stukken van het dossier.”

De bedoeling van de steller om zo snel mogelijk een hoorzitting te houden, zou in het ontworpen artikel 153 uitdrukkelijk concreet moeten worden gemaakt.

Artikel 121

Er moet voorzien worden in een maximumtermijn voor de kennisgeving van de beslissing inzake de preventieve schorsing, wanneer deze laatste overeenkomstig het ontworpen artikel 153, vierde lid, uitgesproken wordt bij hoogdringendheid.

Artikel 123

In de Nederlandse tekst moeten de woorden “in strafzaken” worden toegevoegd na de woorden “de minnelijke schikking”. In de Franse tekst moeten de woorden “de l’arrangement à l’amiable” vervangen worden door de woorden “de la transaction pénale”.

Artikel 127

1. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat het ontworpen artikel 159 aangevuld moet worden met de regel vervat in artikel 158, tweede lid, van het Vivalis-statuuut, die het volgende stelt over het geval waarin een inhouding van wedde wordt opgelegd: “Het bedrag van de tijdens de tuchtschorsing ingehouden wedde wordt afgetrokken van het bedrag van het verlies van wedde dat met de tuchtschorsing gepaard gaat. Als het bedrag van de ingehouden wedde hoger is dan het bedrag van het verlies van wedde dat met de tuchtschorsing gepaard gaat, wordt het verschil door de overheid aan de ambtenaar terugbetaald”.

2. De gemachtigde is het er ook mee eens dat in het ontworpen artikel 159 moet worden bepaald dat de tuchtrechtelijke inhouding van wedde terugwerkende kracht heeft, naar het voorbeeld van wat het ontworpen artikel 159, § 1, voorziet in verband met de tuchtschorsing.

Artikel 129

Zoals de gemachtigde van de leden van het Verenigd College bevestigt, is “nieuwjaar” slechts een voorbeeld van een collectieve dienstvrijstelling. Een dergelijk voorbeeld heeft geen verordenende strekking en moet worden weggelaten. In het ontworpen artikel 162, vierde lid, hoort alleen vermeld te worden dat de directeur-generaal collectieve dienstvrijstellingen kan toekennen.

Artikel 130

1. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat in punt 2° eveneens de verwijzing naar “uitzonderlijk” verlof dient te worden opgeheven.

2. Wat punt 4° betreft, moet de steller van het ontwerp zich ervan vergewissen dat de toevoeging van een punt 17° in artikel 163, eerste lid, van het Vivalis-statuuut, verenigbaar is met het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 4 juli 2024 ‘tot gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad, en tot regeling van een aantal andere aspecten op het vlak van de verloven’, aangezien bij artikel 10 van dat besluit een punt 17° en een punt 18° worden ingevoegd in artikel 163, eerste lid, van hetzelfde statuut.

In dat verband heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende aangegeven:

“Les points 18° et 19° seront insérés sous peu dans les statuts des 2 institutions, au moyen d’un arrêté du Collège réuni spécifique.

Ces ajouts seront donc effectifs avant celles induites par les présents projets de statuts.”

Punt 4° moet dienovereenkomstig herzien worden.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 134, 2°, en 141 van het ontwerp, voor zover ze een verwijzing bevatten naar het ontworpen artikel 163, eerste lid, 17°, van het Vivalis-statuuut.

Artikel 131

1. Op het verzoek gegevens aan te brengen ter rechtvaardiging van het verschil in behandeling tussen enerzijds de ambtenaar met een graad van een rang die lager is dan A2, die alleen in beroep kan gaan inzake verlof voor de gevallen bedoeld in het ontworpen artikel 164,

eerste lid, en anderzijds de ambtenaar met een graad van rang A2 of hoger, die een beslissing inzake verlof kan betwisten in een aantal extra gevallen bedoeld in het tweede lid, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende aangegeven:

“De lijst neemt enkel de verloven over waarbij er een appreciatiemarge is bij de toekenning. Indien een ambtenaar recht heeft op een specifiek verlof is er geen reden om hiervoor een beroep te voorzien. Het verlof kan hem namelijk niet geweigerd worden.”

Uit dat antwoord blijkt niet waarom beslissingen inzake verloven die worden bedoeld in het tweede lid, alleen kunnen worden betwist door ambtenaren met een graad van rang A2 of hoger.

De steller van het ontwerp moet dat verschil in behandeling kunnen verantwoorden.

2. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 164, derde lid, moeten de woorden “de refus” weggelaten worden.

Artikel 135

De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat de tekst ter vervanging van artikel 170 van het Vivalis-statuut, gesteld moet worden als volgt:

“Het jaarlijks verlof, bedoeld in artikel 165, wordt volgens de nadere regels die in het arbeidsreglement zijn bepaald, opgeschort als de ambtenaar wegens ziekte of ongeval verhinderd wordt zijn functies normaal uit te oefenen.”

Artikel 137

De gemachtigde van de leden van het Verenigd College bevestigt dat het woord “samenwonende” verwijst naar de feitelijk samenwonende en niet enkel naar de wettelijk samenwonende. Dat begrip verschilt voorts niet van het begrip “persoon met wie de ambtenaar samenleeft”, dat nog steeds voorkomt in de niet-gewijzigde bepalingen van het Vivalis-statuut. Ter wille van de rechtszekerheid moet de steller van het ontwerp ervoor zorgen dat de gebruikte terminologie eenvormig wordt gemaakt.

Artikel 141

In het ontworpen artikel 179, § 8, dient niet enkel te worden verwezen naar de gevallen van “[erkend] ongewenst seksueel gedrag of pesterijen”, maar naar ieder strafrechtelijk strafbaar feit, bij een gerechtelijke beslissing erkend, dat op het werk heeft plaatsgevonden.

Artikel 143

In punt 2° dient men te schrijven “in het tweede lid wordt tussen de tweede en de derde zin de volgende zin ingevoegd: (...)”.

Artikel 146

Vóór het woord “vervangen” moet het woord “telkens” ingevoegd worden.

Artikel 156

De gemachtigde van de leden van het Verenigd College bevestigt dat vaccinatie van de ambtenaar of van een van zijn kinderen slechts een voorbeeld is van een mogelijke dienstvrijstelling in geval van een gezondheidscrisis. Een dergelijk voorbeeld heeft geen verordenende strekking en moet worden weggelaten. In het ontworpen artikel 203/6 hoort alleen vermeld te worden dat de directeur-generaal dienstvrijstellingen kan toekennen in het kader van de bestrijding van een gezondheidscrisis.

Artikel 157

In het ontworpen artikel 204, § 2, eerste lid, moeten de woorden “van dit verlof” vervangen worden door de woorden “van het verlof, bedoeld in paragraaf 1,”.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 204, § 4.

Artikel 158

In het ontworpen artikel 205 wordt niet langer gestipuleerd dat de ambtenaar die loopbaanonderbreking geniet, “in dienstactiviteit” is, zoals bepaald in artikel 205 van het Vivalis-statuuut.

Op de vraag of die wijziging impliceert dat een ambtenaar die niet in dienstactiviteit is, voortaan een dergelijke loopbaanonderbreking zou kunnen genieten, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“Om de loopbaanonderbreking aan te vragen moet het personeelslid niet in dienstactiviteit zijn, maar gedurende de loopbaanonderbreking bevindt de ambtenaar zich in loopbaanonderbreking, zij het onbezoldigd, er wordt een toelage betaald door de RVA.”

Er wordt akte genomen van dat antwoord.

Artikel 160

De Franse tekst van het ontworpen artikel 214, tweede lid, moet op de Nederlandse tekst van de bepaling worden afgestemd.

Artikel 161

Men dient te schrijven: “In artikel 221, eerste lid, van hetzelfde besluit (...)”.

Artikel 162

De gemachtigde van de leden van het Verenigd College heeft bevestigd dat de afschaffing van de mogelijkheid dat stagiairs vrijwillig ontslag kunnen nemen, het gevolg is van een vergissing en dat die zou worden rechtgezet.

Artikel 165

1. In het ontworpen artikel 239, § 1, tweede lid, dient men te schrijven: “De duur van de in het eerste lid vermelde diensten (...)”.
2. In het ontworpen artikel 239, § 5, dient men te schrijven: “Bij volledige of gedeeltelijke weigering (...)”.²¹

Artikel 167

Het ontworpen artikel 251, § 2, vijfde lid, moet beginnen met de woorden “De toepassing van het eerste, het tweede, het derde of het vierde lid (...)”.

Artikel 168

Zoals de gemachtigde van de leden van het Verenigd College heeft beaamd, moet het ontworpen artikel 252, tweede lid, worden herzien in zoverre het het tegenovergestelde bepaalt van wat wordt bedoeld. Bedoeling is immers dat de blokkering wordt opgeheven als de overheid op het einde van de volgende evaluatieperiode, die volgt op de toekenning van een vermelding “onvoldoende” of “onder voorbehoud”, geen nieuwe vermelding “onvoldoende” of “onder voorbehoud” heeft toegekend.

Artikelen 175 en 205

Het ontworpen artikel 256/6, § 1, voorziet in een uitredingsvergoeding die mandaathouders aan het eind van hun mandaat ontvangen en die overeenstemt met de bezoldiging van de mandaathouder voor een periode van zes, negen of twaalf maanden, afhankelijk van hoe

²¹ Zie in die zin het ontworpen artikel 268, § 5, van het Iriscare-statuut.

lang het mandaat is uitgeoefend. Voorts is die vergoeding enkel verschuldigd als de mandaathouder na afloop van zijn mandaat geen enkel beroepsinkomen heeft, noch de mogelijkheid heeft zijn vorige statutaire betrekking weer op te nemen. De vergoeding wordt verminderd als de betrokkene een deeltijdse functie bekleedt of een werkloosheidsuitkering krijgt.

Artikel 205 van het ontwerp bevat de volgende overgangsbepaling:

“De bepalingen van artikel 104 en 256/6 van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad blijven ten aanzien van mandaathouders, die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit een mandaat uitoefenen krachtens een arbeidsovereenkomst overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, hun uitwerking behouden zoals ze golden op de dag voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit.”

Dienaangaande wordt nogmaals gewezen op de volgende opmerking, die de afdeling Wetgeving in advies 74.434/4 over een gelijkaardige regeling heeft gemaakt:²²

“Indien de uitvoerende macht een beleidswijziging noodzakelijk acht, kan ze beslissen dat die met onmiddellijke ingang of op korte termijn wordt doorgevoerd en is ze in beginsel niet verplicht in een overgangsregeling te voorzien. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet worden slechts geschonden indien een overgangsregeling (of de ontstentenis daarvan) tot een verschil in behandeling leidt waarvoor geen redelijke verantwoording bestaat, of indien op buitensporige wijze afbreuk wordt gedaan aan het vertrouwensbeginsel.”²³

Het dossier moet worden aangevuld met de verantwoording in dat verband, voor wat betreft de mandaathouders die niet in aanmerking komen voor de overgangsregeling waarin de artikelen 11 en 12 van het ontwerp voorzien.”

²² Advies 74.434/4 van 4 oktober 2023 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 november 2023 ‘tot wijziging van (1) het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, (2) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, (3) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en (4) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

²³ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Zie in die zin advies 70.541/2 van 15 december 2021 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 27 december 2021 ‘betreffende de werking van het Register van kredieten aan ondernemingen’, en advies 71.615/4 van 29 juni 2022 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 20 juli 2022 ‘tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de vervolmingscursussen van de beroepsmilitairen van het actief kader en tot opheffing van de beroepsproeven van de vorming voor kandidaat hoofdofficier voor de beroepsofficieren van niveau A’.

Artikel 186

1. Omdat elke paragraaf van het ontworpen artikel 272/1 slechts een enkel lid telt, hoort dat artikel niet in paragrafen te worden onderverdeeld.
2. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, dient men te schrijven: “In afwijking van de bedragen genoemd in het tweede lid, (...)”.

Artikel 189

In het ontworpen artikel 273 hoort het vervoersabonnement waarop de ambtenaar en de stagiair recht hebben, niet met de commerciële benaming – “Brupass” of “Brupass XL” – te worden aangeduid, omdat het mogelijk is dat die benaming vroeg of laat wordt gewijzigd. In plaats daarvan dient dat abonnement te worden aangeduid met een inhoudelijke omschrijving.

Artikel 191

1. In het ontworpen artikel 275, § 1, tweede lid, 2., dient men te schrijven: “met uitsluiting van de in 1. vermelde rijwielen”.
2. Op de vraag in hoeverre het ontworpen artikel 275, § 2, luidens hetwelk een jaarabonnement terugbetaalbaar is voor zover het gaat om een abonnement bij Brusselse deelfietsenbedrijven, verenigbaar is met het vrije verkeer van diensten en met de vrijheid van vestiging die door het recht van de Europese Unie worden gewaarborgd, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“Hiermee wordt louter een deelfietsenbedrijf bedoeld dat zijn diensten aan biedt in Brussel. In die zin wordt dus voldaan aan de Europese verplichtingen.”

Gelet op dat antwoord moet in de bepaling gesproken worden van “deelfietsenbedrijven die actief zijn op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad”.

Titel II

Aangezien de functiebeschrijvingen overeenkomstig het ontworpen artikel 43/3 worden opgesteld op het moment van de aanwerving, en gelet op de opheffing van artikel 9 van het Vivalis-statuut, dient te worden voorzien in een overgangsbepaling voor functiebeschrijvingen die nog vóór de inwerkingtreding van het ontworpen besluit zijn opgesteld.

Artikel 194

1. Aangezien wordt bepaald dat de procedure die bij de raad van beroep van toepassing is, in werking treedt op de datum waarop de raad van beroep een huishoudelijk reglement vaststelt, overeenkomstig het ontworpen artikel 19, § 1, moet de steller van het ontwerp regelen hoe die procedure in werking kan treden ingeval dat reglement niet is vastgesteld. Het zou immers onaanvaardbaar zijn dat de inwerkingtreding van bepalingen van een regelgevende tekst, vastgesteld door een uitvoerend orgaan, volledig afhankelijk zou zijn van het al dan niet optreden van een raad van beroep.

2. De vaststelling van het huishoudelijk reglement moet in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worden, gelet op de impact ervan op de inwerkingtreding van de verordenende bepalingen.

Artikelen 207 en 208

De artikelen 207 en 208 moeten onderling van plaats wisselen.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

1. In een wijzigingstekst horen artikelen niet te worden genummerd als “x/1”,²⁴ omdat dat de indruk wekt dat de wijzigingstekst zelf is gewijzigd door een andere tekst die daar dat artikel x/1 heeft ingevoegd.

De nummering van de artikelen van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. Als een bepaling die door het ontwerp wordt gewijzigd, al eerder wijzigingen heeft ondergaan die nog altijd van kracht zijn, moet in de inleidende zin melding worden gemaakt van die wijziging(en).²⁵

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

3. Het ontwerp moet op redactioneel vlak zorgvuldig worden nagelezen. Bij wijze van voorbeeld wordt op het volgende gewezen:

– in de Franse tekst van het negende lid van de aanhef dient men te schrijven “en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, (...)”;

²⁴ Zie bijvoorbeeld de artikelen 5/1 en 6/1 van het ontwerp.

²⁵ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 113.

- in de Nederlandse tekst van het ontwerp dient men overal “het HRM” te schrijven in plaats van “de HRM”;
- in de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 2, § 1, eerste lid, 8°, dient men “directeur-generaal” met koppelteken te schrijven; deze opmerking geldt ook voor het vervolg van het ontwerp;
- in de Franse tekst van het ontworpen artikel 18, § 1, moet de voorlaatste vermelding van het woord “et” worden weggelaten;
- in de Franse tekst van het ontworpen artikel 19, § 2, dient men te schrijven “ou du Conseil de direction”;
- in de Franse tekst van het ontworpen artikel 20, derde lid, moet het woord “prise” worden vervangen door het woord “pris”;
- in de Franse tekst van het ontworpen artikel 38, eerste lid, moet de eerste vermelding van het woord “Appui” worden weggelaten;
- in de Franse tekst van het ontworpen artikel 56, § 2, tweede lid, dient men te schrijven “peut prolonger le délai de validité des réserves de recrutement (...)”;
- in de Franse tekst van het ontworpen artikel 65, § 1, derde lid, dient men te schrijven “prévues aux alinéas 1 et 2”; in de Nederlandse tekst van datzelfde ontworpen artikel dient men te schrijven: “een vervangende stagebegeleider”, “op de wijze bepaald in het eerste en het tweede lid” in plaats van “volgens dezelfde bepalingen als in het eerste en tweede lid” en “voor een periode van twintig of meer opeenvolgende dagen” in plaats van “voor een aansluitende periode van twintig dagen of meer”; er is overigens een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst van de tweede zin van die bepaling, die zou moeten worden verholpen;
- in de Franse tekst van de inleidende zin van artikel 68 van het ontwerp moet het woord “le” worden ingevoegd voor het woord “Chapitre”;
- in de Franse tekst van het ontworpen artikel 75/1, 1°, dient men te schrijven “suivant l’article 43/3;”;
- in de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 77/1, § 2, eerste lid, 1°, dienen de woorden “gedragsdoelstellingen (gewenste houding)” te worden weggelaten;
- in de Franse tekst van artikel 71 moet de tekst van de bepalingen onder 2°, 4° en 5° telkens met het woord “le” beginnen;
- in de Nederlandse tekst van artikel 75, 2°, ontbreekt het woord “lid”;
- in de Franse tekst van artikel 86 van het ontwerp moet het woord “de” worden vervangen door het woord “du”;

- in de Franse tekst van de inleidende zin van artikel 95 van het ontwerp moet het woord “Dans” worden weggelaten;
- in het ontworpen artikel 108, § 2, eerste lid, stemmen de Nederlandse tekst en de Franse tekst van de punten 3°, 4° en 5° niet overeen;
- in de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 116, § 3, derde (lees: vierde) lid, dient men “gekozen kandidaat” te schrijven in plaats van “weershouden kandidaat”;
- in de Franse tekst van het ontworpen artikel 157 dient men te schrijven: “La chambre de recours visée à l’article 18 du présent arrêté connaît (...)”;
- in de Franse tekst van het ontworpen artikel 179, § 1, tweede lid, moeten het eerste zinseindepunt en de woorden “Ce nombre” worden weggelaten;
- de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 224, eerste lid, ontbreekt;
- in de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 251, § 2, dient men “de wedde” te schrijven in plaats van “het wedde”;
- de Franse tekst van het ontworpen artikel 252, tweede lid, is taalkundig niet correct en moet worden herzien;²⁶
- in de Franse tekst van het ontworpen artikel 256/6, § 4, moet het woord “mois” worden ingevoegd tussen het woord “six” et het woord “ou”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO

²⁶ Zie echter de bijzondere opmerking over die bepaling, *supra*.